CULTIVER BRUXELLES EN MOUVEMENTS

Bimestriel,
Paraît 6 fois par an
Bureau de dépôt :
Bruxelles X
P 302402

bpost
PB-PP | B-01148
BELGIE(N) - BELGIQUE

PÉRIODIQUE ÉDITÉ PAR
INTER-ENVIRONNEMENT-BRUXELLES,
FÉDÉRATION DE COMITÉS DE QUARTIER
ET GROUPES D'HABITANTS
N°283 – JUILLET/AOÛT 2016

POSSIBLES

Empowerment : « Il s'agit d'une des ambitions du projet : être susceptible d'être évalué par les appétits qu'il suscite, les manières par lesquelles il peut littéralement entrer, prolonger, amplifier, intensifier des intérêts variés, bref les manières par lesquelles il participe du déploiement de pouvoirs d'agir (empowerment). Il ne s'agit pas d'une version fade de la participation – inviter à utiliser un lieu parmi d'autres comme surface disponible ou attendre que d'autres 's'en servent' – mais de saisir la rencontre avec le lieu selon son appétit, c'est-à-dire selon le type d'appétit engagé. »

David Jamar (lire pages 4-8)

RÉOUVERTURE DES HALLES DE SCHAERBEEK

« LES GENS PLUS FORTS QUE LE LIEU »[1]

Céline Serrad, Éditions du Souffle

La publication de ce livre/projet, c'est la participation des Éditions du Souffle, après moult livres-diagnostics, à la construction d'alternatives (qu'elles soient politiques, culturelles, sociales, artistiques...) et au relais des nouvelles émergences qui foisonnent à Bruxelles. Parce qu'un des points d'ancrage de « Réouverture des Halles de Schaerbeek », c'est la vitalité des quartiers bruxellois, plus particulièrement ceux du nord pour ce qui nous concerne, et qu'ils n'existent pas ou tellement peu dans les institutions culturelles bruxelloises. La ville est loin d'être aussi vide que les salles de spectacles et c'est dans le sens d'une réappropriation des lieux de cultures qu'il s'agit de souffler.

Les Halles de Schaerbeek, tout d'abord, parce qu'il faut se rappeler qu'au début, le projet des Halles était celui d'une place publique vivante et indisciplinée. 41 ans et de grosses rénovations ont rendu ce lieu bien hermétique et en ont restreint les usages. Le bureau d'architecture V+ sur notre invitation a opéré, calculé et estimé une « dé-rénovation » radicale des Halles afin de les rendre plus ouvertes, en enlevant des portes, des murs, des cloisons. Cette « dé-rénovation » organisée « collectivement » transforme les Halles, en démultiplie les usages et les rend plus polyvalentes et plus en prise avec leur territoire.

La grande halle peut renouer avec son usage premier en abritant un grand marché mais également accueillir des spectacles en journée. La petite halle devient la cafétéria dans laquelle il s'agit de mettre à l'honneur la cuisine des mères du quartier, véritable patrimoine qui n'a pas encore de lieu de transmission. La petite halle pourrait également redevenir un haut-lieu du théâtre jeune public. L'entresol qui s'y prête parfaitement garderait les usages actuels, soit des concerts et des présentations nocturnes. La maison mitoyenne qui sert actuellement de bureau devient le siège de groupes de travail qui s'articulent en pôles et abordent chacun des questions urgentes que nous avons identifiées.

PÔLE ARTS ET NARRATIONS. Un pôle pour questionner le décalage entre le niveau d'excellence technique des artistes contemporains toutes disciplines confondues et le peu de nouveautés dans le domaine ; pour retisser des liens entre art et lutte sociale, et en inventer de nouvelles formes.

PÔLE COLONIAL ET POST-COLONIAL. Pôle majeur tant l'urgence en la matière est grande. Il s'agit ici d'entamer un chantier sans précédant, constituer une archive des mouvements et musiques urbaines et des questions coloniales et post-coloniales.

PÔLE STRATÉGIES DIGITALES. L'informatique a aujourd'hui une place primordiale dans nos vies et ses effets sont innombrables à tous points de vue. Le travail à mettre en œuvre est très large que ce soit pour penser les questions de libertés et de contrôle, les nouvelles formes de subjectivités liées aux jeux vidéos ou encore la place et les effets des réseaux sociaux.

PÔLE ÉCOLOGIES ET RÉSISTANCES. Penser les luttes écologiques différemment en les reconnectant à des enjeux sociaux. Il s'agit de « mettre en commun des cultures d'opposition et d'alternative, de réaliser un vaste programme de transmission de l'histoire des luttes. »

Par la coexistence de ces groupes n'ayant ni les mêmes priorités ni le même calendrier[2], ce projet entend réunir des luttes sur un territoire commun, sans mise en concurrence ni adhésion à priori. On peut penser que des alliances ponctuelles et éphémères pourraient voir le jour grâce à cet agencement mais ce n'est pas une finalité en soi. Il est urgent de prendre conscience que les individus, les communautés et les institutions, qui se croisent – voire qui s'entrechoquent – dans notre capitale, vivent dans des espaces-temps décalés, et que la raison d'être d'opérateurs culturels tels que Les Halles de Schaerbeek repose sur l'invention de territoires créateurs d'équilibre entre les personnes[3].

Le projet de Réouverture des Halles de Schaerbeek existe aujourd'hui dans un livre qui contient trois textes, des dessins du projet ainsi que les plans détaillés de la dérénovation mais également dans sa prolongation numérique *http://www.editionsdusouffle.be/books/111/reouverture-des-* qui a pour objectif de rassembler contributions et commandes pouvant nourrir la réflexion et la mise en œuvre de la dérénovation des Halles. ●

1. « Le lieu existe plus fort que le spectacle et les gens plus fort que le lieu », JO DEKMINE, Projet d'animation dans les Halles de Schaerbeek, 1972.
2. Voir Houria BOUTELDJA, « De l'importance stratégique des discordances temporelles – Universalisme gay, homoracialisme et 'mariage pour tous' ». *http://indigenes-republique.fr/category/houria-bouteldja/page/6/*
3. « Manifeste pour une culture des possibles », interview de Marianne VAN LEEUW KOPLEWICZ par Lamia MECHBAL, Bruxelles, 2014. *http://ouverturedeshalles.be/2014/11/20/manifeste-pour-une-culture-des-possibles-entretien/*

DÉPLIER UNE PROPOSITION

À l'invitation des Éditions du Souffle, IEB s'est confronté aux propositions contenues dans leur ouvrage « Réouverture des Halles de Schaerbeek », parce qu'elles rejoignent l'attention que porte notre association aux enjeux sociaux des transformations urbaines.

Chloé Deligne et Stéphanie D'Haenens, IEB

L'ouvrage propose en effet de désenclaver les Halles par une « ré-ouverture » physique qui puisse porter de nouveaux désirs d'investir ce lieu. Il est question d'une appropriation du lieu par les gens des quartiers de Bruxelles Centre et Nord, issus de multiples cultures, grâce à une ré-organisation matérielle et programmatique des Halles autour de différents pôles pensés en écho aux réalités sociales et historiques, et qui permettent aux usagers de se saisir de questions qui les regardent. À ce titre, le « pôle colonial et post-colonial » envisagé est majeur ; il devrait initier un chantier énorme de mémoire, d'archivage et de prospection.

LE CONTRE-PROJET COMME AIGUILLON

L'exercice de confrontation à la proposition des Éditions du Souffle est stimulant à plus d'un titre, notamment en ce qu'il s'appuie sur un contre-projet, pratique à laquelle IEB est peu encline, lui préférant la critique constructive entre analyse et lutte, la mise en débat du devenir urbain. Souvent notre pratique « IEB-ienne » cherche plus à mettre en évidence ou à dénoncer avec les habitants les effets et conséquences des politiques urbaines sur leurs usages, leurs conditions de vie, qu'à faire des contre-projets où nous nous substituerions aux acteurs publics ou privés de l'aménagement urbain.

Si nous avons accepté l'invitation des Éditions du Souffle, c'est aussi parce que leur proposition fait le pari qu'un lieu culturel peut devenir un levier/moteur d'émancipation des habitants de différents quartiers. En cela, le contre-projet d'ouverture des Halles croise deux préoccupations de l'action d'IEB : la critique des effets concrets des politiques d'internationalisation, y compris leurs dimensions culturelles, et la vigilance portée aux dynamiques de gentrification. L'une n'étant pas sans lien avec l'autre.

DES USAGES DE LA CULTURE

S'agissant de l'usage de la culture dans les politiques urbaines, on ne peut ignorer en effet qu'aujourd'hui elle fait partie intégrante des stratégies d'internationalisation qui cherchent à rendre chaque ville toujours plus « attractive » que sa voisine. Ainsi, sous couvert d'œuvrer pour la Culture, *les métropoles luttent entre elles pour attirer les touristes, les élites internationales amatrices de culture et d'ambiance urbaine festive en y programmant de grandes manifestations culturelles et sportives, en y édifiant des constructions architecturales attractives, en y implantant des musées prestigieux et en y invitant en résidence, ou à demeure, des compagnies artistiques de renommée internationale*.[1] En dépit des discours rassembleurs, ces politiques culturelles d'attractivité, qui font partie du city marketing, s'adressent rarement aux habitants en place, aux groupes moins favorisés, voire complètement précarisés, qui peuplent les villes. Pire, elles viennent en déstructurer les lieux de vie, les repères identitaires ou communautaires[2], présentant une Culture universalisée comme un remède miracle pour créer de la mixité, de la cohésion, et de l'emploi grâce aux « industries culturelles et créatives » qu'elles emmènent généralement dans leur sillage. Or, la « mixité sociale », mot d'ordre utilisé dans de nombreux contextes, prépare davantage les territoires à conquérir pour/par de nouveaux habitants issus d'une nouvelle classe dite « créative » plutôt qu'elle n'assure la mise en valeur de l'hétérogénéité des quartiers populaires.[3]

À ce titre, le label de « capitale européenne de la culture », attribué depuis 1985, a permis une accélération de l'uniformisation, voire de l'embourgeoisement des villes. « Là où la brutalité des pelleteuses aurait cristallisé les résistances, les festivités, parées de l'aura inattaquable de 'la Culture', plongent les habitants dans un état de stupeur : elles ne laissent d'autre choix que de participer ou se taire. »[4]

POINT AVEUGLE

La Réouverture des Halles qui cherche à asseoir la puissance des gens des quartiers populaires de Bruxelles, fait de mélanges et d'hybridation, doit encore réfléchir ses effets sur le quartier : c'est pour le moment son point aveugle. Donner des espaces aux expressions culturelles et ouvrir des bâtiments sur leur environnement ont certainement une importance à l'échelle d'un quartier et de ses communautés pour stimuler une envie de découverte d'un lieu, l'occupation d'un espace, la rencontre entre habitant-e-s,... mais comment assurer que ces dynamiques neuves ne se retourneront pas contre les intentions du projet ? Par exemple, parce que les « usagers » se révéleraient finalement différents ou moins divers que ceux qui étaient « attendus » ? Ou parce que ceux qui piloteraient le projet le feraient lentement dériver ? Ou encore parce que les dynamiques (de services, de commerces,...) qui se créeraient éventuellement autour des Halles réouvertes auraient des effets repoussoirs pour certaines catégories d'habitants du quartier ? Il nous semble à tout le moins que la construction de ce nouveau lieu exige davantage de mise en débat avec les habitants à qui la proposition s'adresse, qu'elle nécessite qu'on pense aussi les agencements humains du lieu, son fonctionnement, et les dynamiques urbaines dans lesquelles elle s'inscrit. Mais dire cela c'est peut-être revenir à notre pratique atavique qui ne peut s'empêcher de penser les logiques de transformations urbaines au-delà de l'échelle stricte d'un lieu, pour les inclure dans celles des voisinages, des territoires et des politiques urbaines. Ainsi, dans le cas des quartiers populaires, IEB a tendance à militer et lutter pour des politiques sociales redistributives à l'échelle de la ville et à insister sur la nécessité des alliances entre groupes sociaux pour y parvenir. Il nous semble donc essentiel de coupler les stratégies culturelles à celles du logement, pour que celui-ci reste accessible, de qualité et garanti, et à une politique des services publics qui équipe les quartiers de crèches, d'écoles, d'espaces ouverts (parcs, plaines de jeux, terrains de sport,...), de transports collectifs,...

C'est entre autres pour cette raison – le questionnement sur le point aveugle des dynamiques potentielles du quartier après réouverture des Halles – que, dans ce numéro, nous avons décidé de déplier la proposition des Éditions du Souffle avec divers acteurs des secteurs artistiques et associatifs/éducatifs (socioculturel et éducation permanente) habitués à négocier le rôle et la place de la Culture à Bruxelles.[5] Qu'en disent-ils, qu'y voient-ils comme radicalités, comme écueils, comme promesses ? Ce faisant, nous retombons aussi sur une de nos raisons d'être : l'émulation de la délibération urbaine. ●

1. Étude en vue de l'élaboration d'un Plan culturel pour Bruxelles, Rapport final, mars 2013 – commanditée par la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, services des Affaires socioculturelles, supervisée par l'Institut de sociologie de l'ULB (Groupe de Recherche sur l'Action publique) et le Centre d'études sociologiques des Facultés universitaires Saint-Louis.

2. « *Souhaitant soigner l'image de ses quartiers comprenant la Chaussée de Wavre, la place Saint-Boniface et ses alentours, la commune d'Ixelles envisage de rebaptiser le 'Matonge' en 'Quartier des Continents'.* », *Le Soir,* Patrice LEPRINCE, 26 mai 2016.

3. « *Travestir la gentrification en 'mixité sociale' est un très bon exemple de la manière dont la réalité du processus s'est effacée au profit d'une rhétorique discursive, théorique et politique qui évince systématiquement toute forme de critique et de résistance* », Matthieu GIROUD, « Mixité, contrôle social et gentrification », *La Vie des idées*, 3 novembre 2015.

4. *La fête est finie*, un film de Nicolas BURLAUD, 72 minutes, 2014. Le film revient sur l'année 2013, quand Marseille fut élue « Capitale Européenne de la Culture » et porte un regard critique sur l'opération, sur son utilisation comme accélérateur des processus de mutations urbaines qui redessinent la ville.

5. IEB s'était déjà intéressé aux politiques culturelles à Bruxelles dans un précédent numéro. À l'époque, intrigués par la proposition inédite des réseaux artistiques bruxellois francophones et néerlandophones d'un Plan culturel pour Bruxelles, nous avions rassemblé divers acteurs concernés pour les faire discuter des enjeux/visées d'un tel plan. « La culture à Bruxelles : les artistes tirent leur plan », *Bruxelles en Mouvements n°237-238,* juin 2010.

PRISES DE CONTACT

Ce texte s'est construit au contact du livre-proposition de « dérénovation des Halles ». « Au contact » signifie – dans une perspective de ville – d'en prendre des accents, de le prolonger dans une trajectoire propre, non de le commenter ou de le réduire à un objet d'études.

David Jamar – sociologue de la ville, du travail, UMONS

« Au contact » signifie que le livre parvient à toucher le sociologue par rapport à des questions qui le concernent et dont il s'engage à se faire « relais » pour son propre compte. Cette posture de médiation entre une expérience possible, le livre, et des énoncés sociologiques est ici d'autant plus simple qu'une médiation du même genre est défendue par le projet de dérénovation à propos des cultures et de leurs villes.

QUESTION D'ARCHITECTURES

Mais avant d'aller plus loin, de quoi s'agit-il ? D'un projet d'architecture, avec toute l'épaisseur d'une proposition de transformation. Et s'il y a ici, fait original, « épaisseur » et « proposition », comment l'entendre ?

S'ils décident ici de mettre sous terre activités nocturnes et bruyantes, admettant l'inconfort produit, c'est bien parce qu'ils misent sur la fabrication « d'ouvertures » tenant compte des prescrits acoustiques. Et miser sur ces « ouvertures » – enlever certaines parois, construire des entrées plus coudées que filtrantes –, ce serait plutôt « expérimenter », contre un confort pour des fonctions trop assurées, les manières par lesquelles des programmations « pourraient y évoluer » à condition de porosités déambulatoires pour ou obligeant aux variations. Aucune garantie : ceci pourrait nous inquiéter s'il ne s'agissait pas, dans le démontage déjà, d'y avoir invité de manière très matérielle certains groupements locaux. Est ici centrale l'invitation, en chantier, à « manipuler » les lieux, comme dans des « halles » au fond, dont les traces n'existent plus, à force de « rénovations successives ».

QUESTIONS DE MÉDIATION : CHANTIERS PHYSIQUES ET MORAUX

S'agit-il pour autant de se dédouaner d'une éventuelle désaffection du « projet » ? Non, puisqu'il s'agit de faire « prendre un chantier », physique et moral. Les pôles et programmations proposées parient d'emblée sur une richesse enfouie, sur des articulations « à travailler » et non sur des publics « à éduquer ».

Nous avions, avec M. Sacco[1], insisté sur ce point, s'agissant de la très courue « médiation culturelle » : pas de médiation sans travail, y compris physique, sur les lieux. Pas plus de médiation sans un pari sur la force de ceux avec qui il s'agit de « faire prise »[2]. Une médiation mal posée, si sont absents, au cœur des négociations de programmation, les publics concernés, ceux qui constituent nos villes. Médiations difficiles sans aucun salarié issu des groupes en question, etc. Toute médiation devrait commencer à « l'intérieur » des dispositifs culturels, à « l'intérieur » des décisions sur ce qu'il s'agit de faire circuler. Si l'on veut éviter du moins qu'elle ne se transforme en mot d'ordre messianique appliqué à des territoires dont on regrettera, après coup, le manque de réactivité.

Ce diagnostic est d'autant plus étrange lorsque l'on connaît la créativité culturelle et politique qui s'exprime à Bruxelles malgré son manque de soutien institutionnel[3]. La tâche à laquelle invite ce diagnostic renvoie cependant aux risques redoutables de l'entre-soi.

CONTRE LES VILLES, DEUX VERSIONS DE L'ENTRE-SOI

Ce projet s'oppose à deux versions de l'entre-soi : l'une, cynique, celle de la supposée « grande liberté » d'allure européenne (halles.be) ; l'autre, moraliste. C'est ici de ville dont il est question.

Que la ville soit un enjeu politique contemporain ne semble faire aucun doute. « Faire société » nous dit Donzelot paraît être maintenant l'apanage de décideurs et d'acteurs locaux qui se retrouvent d'autant plus en charge de la cohésion sociale que s'affaiblissent les formes de sécurités sociales étatiques. D'un point de vue économique également, les villes sont appelées à « attirer » les investisseurs. Dans ce cadre, le « branding urbain » se parre d'objets culturels susceptibles d'accueillir une nouvelle classe de « créatifs », réputés centraux dans une économie dite dématérialisée. C'est tout le programme, hautement discutable, de l'inénarrable Richard Florida[4]. Une société en réseau aurait pris appui sur de nouvelles centralités urbaines pour finalement asservir les formes productives « anciennes », c'est-à-dire aussi les théâtres de luttes « passées », d'autant plus embarrassantes qu'elles sont aussi le fait de publics décrits comme absents des institutions culturelles.

C'est le terrible sens qui se dégage du « Hnonym Saison Zéro nul » des Halles actuelles, justement critiqué dans le projet de dérénovation : *Mais rien ne résiste à notre cynisme averti, au-delà d'un moment d'ivresses plus ou moins bref (...). Nous flairons votre impuissance d'anonyme comme les autres. Elle nous attire. Nous ne reculerons devant rien pour vous séduire. Vous émouvoir. Vous happer. Vous convertir*[5]. Cette forme particulière de vampirisme s'appuie sur une connivence et une atomisation postulées comme préalables d'on ne sait quelle « conversion » à la redondante appartenance au chic dématérialisé. Postuler le cynisme des autres consiste bel et bien à tracer par avance le cercle des concernés, au mieux une adhésion par les désillusions atomisées. Toutes celles et ceux qu'animent un sentiment de révolte, une nécessité collective notamment en raison des trajectoires dans lesquelles ils sont pris et sur lesquelles ils tentent d'influer, appartiendraient au mieux au passé de *luttes désuètes*[6]. Affirmation péremptoire, au mépris du niveau élevé des indicateurs de conflictualité sociale en Belgique.

Mais ce qui se dégage avant tout de cette manière de poser les diagnostics, c'est un sens aigu de l'entre-soi. À partir du moment où l'impuissance d'anonyme caractérise le « public » de l'action, la « culture » fonctionne comme une injection, une « marque de fabrique », un supplément rendant le cynisme, non seulement supportable, mais presque désirable. Désirable pourquoi ? Parce qu'il trace le cercle de ceux qui, comme convertis additionnés les uns aux autres, arborant le clin d'œil facile, « savent bien » contre ceux qui s'illusionnent, fabriquent et tentent. Ces formes de « désintérêt » envers des gens qualifiés d'encore attachés à des idées (le repli dont parle Donzelot[7]), des lieux, des histoires seraient moins ici une affaire réglée comme le disait Engels par le « voile physique » de la bourgeoisie[8] (éloignement des résidences, des lieux de socialisation, des quartiers pratiqués) qu'une affaire, plus proche, de frontière en trompe l'œil au sein d'espaces qui, de loin, sembleraient partagés[9].

À l'inverse, le pendant moraliste – cas de figure parmi d'autres certainement – se pose volontiers comme alternative à cette première forme de l'entre-soi. Il s'agirait d'un instrument d'emblée commun de cohésion, d'un instrument d'emblée engagé. Tout le contraire du pendant

Schaerbeek 772 exclus du chômage, Janvier 2015,
RACHID EL MOUSATI, Graphic Designer.
31 500 personnes exclues du chômage le 1/01/2015

cynique, certes, mais non moins susceptible de menacer les fabrications de villes.

Nous pouvons nous dire éco-socialo-féministes, plus récemment végétariens, et considérer qu'il s'agit là d'une alliance de « thématiques » en se contentant alors d'additionner les groupes susceptibles de partager la table. C'est dès lors d'un Saint Repas qu'il s'agit : pour y entrer, vérifions la probité de chacun sur les matières des autres. Un « permis à points » d'autant moins écologique qu'il y prétend. Ici tout s'inverse. L'on ne parlera pas de cynisme, mais d'un engagement où aucune hésitation n'est tolérée quant aux alliances. En étude environnementale, on traiterait ce milieu d'aride, voire de « malade » tant tout semble – pour qu'il se maintienne –, préalablement conditionné comme dans une chambre d'hôpital.

Il y a, cette fois sans inquiétude quant à leur bienfondé, un ensemble d'attributs à l'aune desquels se juge la bienséance. « Nous qui éduquons bien nos enfants, est-ce un mal? », « Nous qui mangeons bien. Est-ce un mal? » se pavanait, dans un grand quotidien français, un « bobo décomplexé » au détour d'une réponse à la droite conservatrice encline à en moquer les manies. C'est précisément ce « nous-qui-bien » qui pose problème[10] et qui contribue également au lissage a priori des paysages urbains, s'accompagnant du rêve d'une mobilité généralisée (en puissance partout chez soi). Mais comme cette généralité semble impossible, restent des îlots d'où il est loisible de regretter que tout le monde ne s'y mette pas. Dans les deux cas, il s'agit de promotion d'un mode de vie. Le supplément d'âme comme son alternative auraient fait le compte des étrangetés acceptables. Le prix à payer, pour la ville serait sans doute son déclin en tant que lieu de trafics et de marchandages, nécessitant toujours un sens des articulations improbables[11], c'est-à-dire susceptibles de ne pas demander à chacun le permis à point préalable aux alliances en germe[12].

PROCESSUS DE DÉRÉNOVATION

Et si la dérénovation des Halles dont il est ici question était aussi l'occasion de nous plonger assez loin dans une histoire qui a priori semble étrangère. Après tout, dans ces nœuds de risques, aucun détour, aucun récit de réussite et de lutte, n'est superflu.

Que le mouvement ouvrier ait marqué le 20e siècle est évident. Cet énoncé cependant recouvre fort mal les divergences et difficultés d'articulations entre des travailleurs appartenant alors à des contextes extrêmement différents. Il n'y avait rien de naturel ni de logiquement dialectique à l'émergence de tels mouvements. Une histoire anglaise[13] nous permet de nous en rendre compte. L'historien Thompson, l'un des inspirateurs des *Subaltern Studies*, nous intéresse en particulier à la « formation de la classe ouvrière », non pas « en général », mais « en Angleterre »[14]. Il ne s'agit pas d'un automatisme répondant à un autre, mais de la production d'un grain de sable, toute une affaire supposant échanges, négociations, voire marchandages. Ce sont des lieux divergents, des pratiques tout aussi divergentes qui entrent alors en résonances : des sectes protestantes, des libraires, des arrière-cours d'artisans qui échangent lettres ou journaux, et autant de pratiques « ouvrières » dans ce qu'elles peuvent avoir aussi de disparate, dans et hors des manufactures, des cafés bien sûr, c'est-à-dire des « lieux » – mais aussi des mots et des positions. Autant d'ensembles qui, littéralement, tiennent à quelque-chose, c'est-à-dire aussi s'affrontent et se croisent. ➡

HABITUDES ARCHITECTURALES

Nous ne sommes que trop habitués aux « utopies » architecturales posées comme le geste d'un démiurge bien intentionné envers le futur qu'il projette, seul pour tous. À ce titre, ces projets, même utopiques, ne « changent rien » puisque l'utopie projetée est toute entière contenue dans l'accentuation de traits donnés – par exemple, accentuer la verticalité, l'autonomie ou l'autosuffisance écologique des bâtiments – et déjà partagés. À l'inverse, nous devenons habitués à une attitude qui se pose comme son opposé, à savoir la prise en compte démocratique des attentes des groupes. Très bien, à ceci près qu'ils peuvent alors être tout autant déjà répertoriés, faisant de l'architecte le traducteur direct de « l'existant », c'est-à-dire de celui qui a pris les formes déjà attendues. Fabriquer un reflet ne s'adresse pas alors aux puissances possibles de ces groupes, moins encore à celles de ceux que ces groupes recouvrent, mais à ce qu'ils ont déjà négocié comme « attendus » ; ils ne sont pas alors pris comme susceptibles de se mettre à travailler leurs propres trajectoires. Parfois même, ils ne sont alors définis que par les « manques » que le projet comblerait. La transformation proposée n'est pas ici l'addition de tous les besoins répertoriés d'espaces, comme lorsque l'architecture exige de sciences sociales consentantes, le relevé des groupes « à satisfaire » mais tente plutôt de se mettre « au contact » – d'autres diraient « à la hauteur » – de possibles insistants lorsqu'il est question de médiation, de culture, de ville, de quartier. (pour plus de développements, voir Graziella VELLA et Victor BRUNFAUT « Apprendre en situation de transmission », *Clara*, 3, pp. 31-42).

Le procès d'après l'œuvre de F. Kafka, film d'Orson Welles, 1962.

Dans ces cas, comme dans ceux contemporains, qu'il s'agirait de reconstruire au beau milieu du flot de « jobs », de travaux de services émiettés : de la Ville serait à l'œuvre. Elle ne constitue pas alors un intérêt concurrent de celui du travail, elle n'est pas nécessairement l'alliée des dérégulations néocapitalistes. Chômage, temps partiels,... livreur de pizza du lundi mais slameur le mardi,... tout ce qui est maintenant qualifié d'externalités de l'économie « en réseau » montre à suffisance l'enjeu de production de nouveaux « lieux » dont les frontières d'intéressements ne peuvent pas s'arrêter a priori.

Sur les cendres des solidarités que l'appareil productif a détruit, il y a fort à parier que s'il s'agit de s'articuler à nouveau, la plus grande variété de trajectoires soit à rechercher.

Ici l'ouverture n'est pas suffisante en soi. C'est toute une « écologie », mais avant tout des alliances, qu'il s'agirait de tenter, en partant des attaches qui, ça et là, sont parvenues à subsister.

Comme le note le projet de dérénovation, il faudra bien prendre le risque des coexistences indifférentes (entre décoloniaux, écologistes, chercheurs, syndicalistes, etc.), des incompréhensions, s'il s'agit que ces « contacts » aient une chance non garantie de produire, non pas le commun de la violence quotidienne, mais des conflits qui en vaillent la peine, des articulations entre puissances hétérogènes, des villes, de la pensée. Méthodologiquement, s'articuler signifie abandonner l'exigence préalable de rendre des comptes à une quelconque union de la gauche. N'en déplaise à l'universalisme abstrait, se retrouver, comme le laisse possible le projet de dérénovation, entre « femmes racisées », sans homme, sans blanc n'a d'une part rien de commun avec un quelconque « repli » mais, d'autre part et surtout, devient peut-être une ressource possible supplémentaire. Pour nous concentrer sur de récents et pénibles événements, qu'y aurait-il de si choquant à prendre langue avec celles et ceux qui, en raison de leurs trajectoires, ont toutes les raisons de se sentir au moins aussi proches du Kivu que du Bataclan, ceux-là même qui accumulent les « jobs », les interims, font face à toutes formes de discriminations cumulées jusque dans le monde culturel et, à ce titre, ont des choses à dire et le disent déjà[15]? Au passage, ce n'est pas comme si les mots originaux abondaient face à la double pince néolibérale et climatique. L'universel-tout-de-suite est certainement le meilleur moyen de prolonger des entreprises que nous pourrions nommer « coloniales », se donnant qui plus est l'illusion de la maîtrise d'un environnement ainsi simplifié. Mais ne pas tenter d'articulations et de coprésences risquées nous plonge certainement dans le public-cible désabusé commenté plus haut. Comme le note le livre propositionnel d'Houria Bouteldja, l'injonction au même espace politique global et garanti sans inconfort revient au renforcement de la sublime immunité de celui qui l'énonce. ●

1. M. Sacco et D. Jamar, « La médiation culturelle dans les Centres culturels bruxellois », Rapport de recherche, CCCB, 2014
2. Il s'agit d'ailleurs là des attendus du « Plan Culturel pour Bruxelles », soutenu par le Ministre R. Madrane (2013).
3. Voir à ce titre *Souterrain 95/08 – Dites : « 33 »*, Éditions du Souffle. Voir également la manière par laquelle Pianofabriek parvient à articuler des paroles ailleurs étouffées : recomposition par les afro-descendants de récits postcoloniaux propres, articulations internationales, y compris anglo-saxonnes, autour de trajectoires transnationales engageant le fait migratoire par les concernés. Salles combles, politisation, cultures.
4. Richard Florida est un géographe, entrepreneur de la notion de « Creative Class », énoncé qu'il répand dans une série de scènes urbaines décisionnelles.
5. Hnonym Saison Zéro Nul, programmation 13/14 – Halles de Schaerbeek.
6. idem
7. Voir notamment, Jacques DONZELOT (et al.) *Faire société. La politique de la ville en France et aux Etats-Unis*, Paris, Seuil, 2003.
8. Repris notamment dans Henri LEFEBVRE, *La pensée marxiste et la ville*, Paris, Casterman, 1972.
9. Il suffit ici de penser à l'ensemble des études qui traitent de la gentrification sous l'angle des relations micro-sociales qui l'accompagnent : ainsi, la raréfaction, commune par commune, des « écoles » qui comptent pour les public-culturels-cibles des Halles est en soi le symptômes d'un partage des quartiers sauf pour les enjeux qui comptent. Voir à ce titre, les nombreuses études menées, à l'IGEAT, autour de Mathieu VAN CRIEKINGEN. Voir également l'immense production d'Isaac JOSEPH, et plus récemment, de STAVO-DEBAUGE à propos des transformations des modalités de « regard » en ville.
10. J'ai pu entendre que tel légume de l'alimentation marocaine était « catastrophique » pour la culture de jardins potagers « biologiques » urbains, contrairement aux topinambours et autres rutabagas très prisés chez les descendants de ceux qui payèrent peut-être le moins le prix de la guerre.
11. C'était aussi le sens de notre travail « au contact » d'un atelier d'architecture de la Cambre à propos d'espaces publics et de mosquées : un espace public ne pouvait pas se priver de spécificités et d'expressions sous peine de se réduire à un espace, certes « général » mais tout aussi sécuritaire (David Jamar, « Troubles de l'Espace Public : épaissir les lieux », *Clara*, 2, 2014, pp. 145-160).
12. Voir Isaac JOSEPH, « Les compétences de rassemblement. Une ethnographie des lieux publics », *Enquête*, 4, 1996, pp. 107-122
13. Les histoires et récits syndicaux – ceux des luttes syndicales – en Belgique raconteraient des histoires semblables : aucune pureté préalable n'a conduit aux diverses alliances du Syndicat des Travailleurs du Bois, de celui des taximen, etc., voir Françoise BOLLE « Le mouvement syndical à Bruxelles de 1893 à 1920 », *Fil Rouge d'un siècle de syndicalisme FGTB à Bruxelles*, La Fonderie, 3, 1998, pp. 29-47.
14. Edward Palmer THOMPSON, *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Le Seuil, 2012.
15. S'ils ne disaient rien, aucun moraliste n'aurait eu le matériau nécessaire pour condamner les variations de degré des émotions post-attentat.

MOHAMED OUACHEN ET LA CULTURE BRUXELLOISE

De la médiation culturelle avant l'heure à l'autonomie pour la nouvelle avant-garde de Bruxelles, quelques moments du parcours de Mohamed Ouachen.

ENTRETIEN AVEC MARIANNE VAN LEEUW-KOPLEWICZ, ÉDITIONS DU SOUFFLE

PREMIÈRE PARTIE

Marianne : Mohamed, tu occupes une place particulière de témoin et d'acteur attentif du champ culturel, avec cette double pratique d'artiste et de relais des cultures dites « populaires », issues principalement de la communauté marocaine de Bruxelles. Mohamed, c'est quoi cette histoire de scénario et projet de film de 2009 ?

Mohamed : On est en 2008. Je travaille avec Jacques Boon[1], comme co-scénariste sur un projet de film qui s'appelle « Battle ». Avec flamands et francophones. On termine le scénario, les Flamands le soutiennent et puis ça devient difficile du côté francophone. On va donc à la RTBF qui s'occupe de la production.

Marianne : Carine Bratzlavsky ?

Mohamed : Non, Arlette Zylberstein. On est en réunion : il y a Jacques Boon, le co-scénariste, Gérald Frydman de la production, et moi qui suis aussi censé réaliser. Arlette Zylberstein a lu le scénario et elle nous balance assez rapidement qu'il faut retravailler.

Marianne : C'était quoi le scénario ?

Mohamed : L'histoire d'un groupe de jeunes à Bruxelles qui ont la passion du hip hop et le rêve de devenir des stars du break dance. Ils sont confrontés à leur réalité sociale, c'est un conflit entre la réalité et le rêve. Et un des personnages, c'est Bruxelles, donc ça doit être tourné intégralement à Bruxelles. L'idée est de faire un portrait des artistes danseurs de hip hop de Bruxelles. Arlette Zylberstein nous dit clairement que le personnage du père est trop gentil, que ce genre de père n'existe pas, qu'elle voyait un père barbu qui impose à sa fille de porter le voile. Voilà.

Marianne : Elle dit ça ?

Mohamed : Oui, elle dit ça. Moi, je reste sympa, je regarde Jacques et Gérald qui bondissent sur leur chaise, qui interviennent... Là-dessus, elle nous lance que le film ne va pas marcher.

Marianne : Que ce n'est pas assez manichéen ?

Mohamed : Oui, qu'il faut plus de conflits entre le père et le fils, que ça va trop bien. Alors, je lui dis que ça ne fait pas partie de ma réalité personnelle, que ça existe peut-être, mais que je raconte des choses dont je me sens proche. Elle me redit que ça ne va pas marcher. Je lui réponds *Mais qui êtes-vous pour dire que ce film ne va pas marcher ? C'est un point de vue cinématographique sur ce qu'est la ville et ses Bruxellois. Il faut lui donner sa chance pour qu'il puisse être vu, et c'est au public de juger*. Cette rencontre m'a fort marqué. Je me suis dit *si la personne qui s'occupe de la production à la RTBF pense comme ça, ce n'est pas demain que je verrai un film auquel moi et la plupart des Bruxellois que je connais pourrons nous identifier*. Les Flamands ont donné une aide à l'écriture, on a senti qu'ils étaient plus intéressés. Ils étaient prêts à produire le film, mais ils voulaient un réalisateur connu du côté néerlandophone. Moi, je n'étais connu nulle part.

Marianne : Ils avaient des idées de réalisateurs ?

Mohamed : Oui, ils ont proposé des noms assez connus. Mais moi, je voulais que le film soit un peu fidèle à son écriture, tourné à Bruxelles notamment. À partir du moment où c'était tourné par des néerlandophones, il aurait fallu une partie en néerlandais. Et puis la peur que ce soit tourné à Gand et pas à Bruxelles...

Marianne : Toi, à la base, tu souhaitais le réaliser ? On est bien d'accord, tu n'as jamais fait d'école de réalisation, n'est-ce pas ?

Mohamed : Non, j'étais en formation de monteur. C'était une formation de la Ville de Bruxelles. Un des animateurs était Philippe Bougheriou. C'est par ce biais-là que j'ai réalisé mon premier film, « Saïd » – premier prix du festival Utopie en 1995, diffusé à la RTBF, dans des écoles, etc.

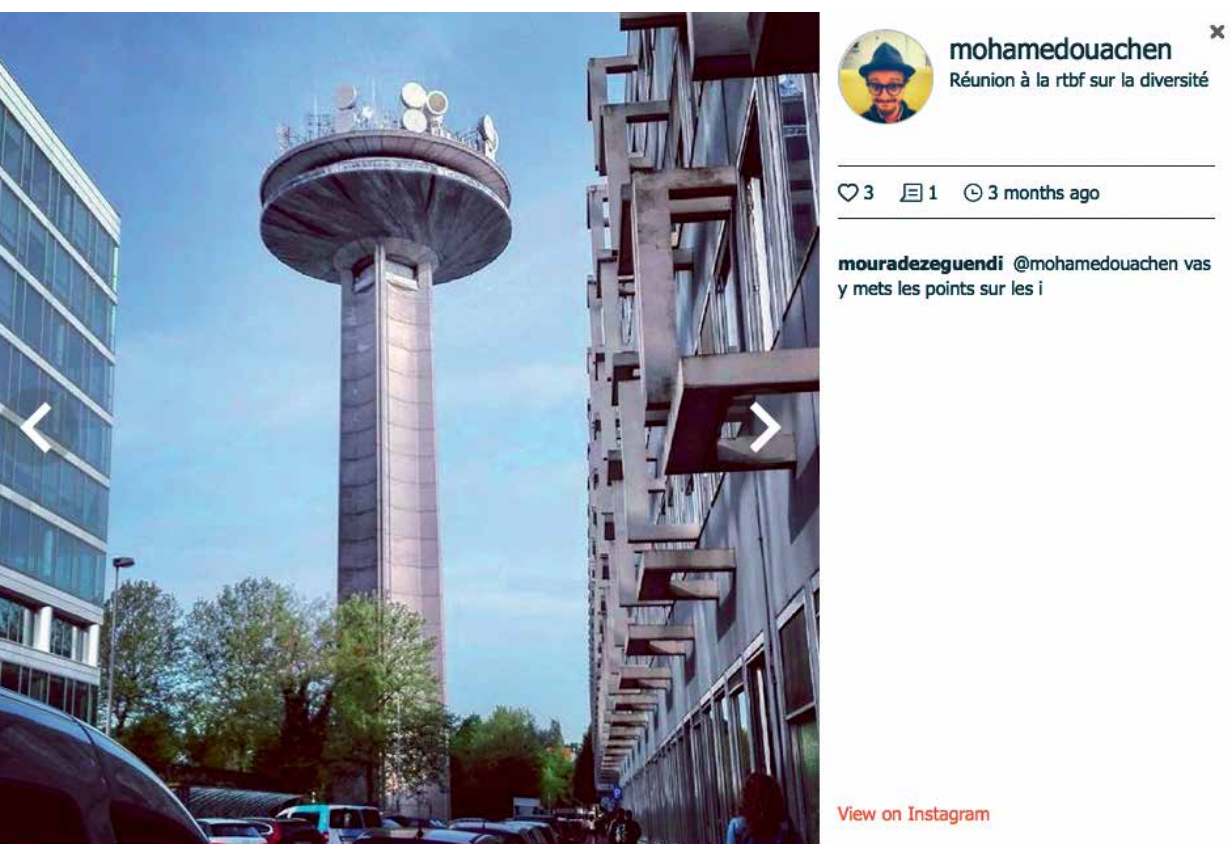
Marianne : C'est à la suite de cette aventure que tu es engagé à Télé Bruxelles pour « Coup de Pouce » ?

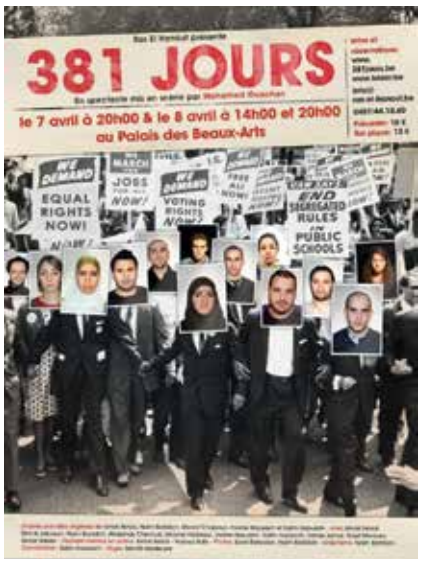
Mohamed : Non, c'est venu beaucoup plus tard. À la suite de « Saïd » je me suis inscrit dans une formation en arts du spectacle dont on ressort avec un brevet d'animateur pour former des jeunes à la vidéo. Ça m'a permis de travailler avec Daniel Detemmerman, un gars formidable qui travaillait en collaboration avec le CVB[2] via Christian Van Cutsem. Ils savaient que je faisais du théâtre, des films, que j'étais déjà très actif à ce moment-là. Ils m'ont dit *Écoute, on est en train de réfléchir à un projet. Ça te dit d'entrer dans cette aventure ?* Et on se retrouve à trois. C'est comme ça que le magazine « À haute voix » est né. On faisait un magazine tous les mois sur la place des jeunes dans les émissions TV. C'était pour le Festival Cinéma Méditerranéen de Bruxelles en 1997.

Marianne : Et cette émission, était diffusée en télévision ?

Mohamed : Non, elle n'avait pas de diffusion télé. Elle était diffusée dans les Maisons de jeunes.

On faisait le tour des Maisons de jeunes en discutant et en échangeant à chaque fois sur des thématiques complètement différentes. C'était tourné en extérieur. On investissait une place à chaque émission et on invitait des jeunes. C'était eux qui définissaient l'atelier vidéo. Au Festival Cinéma Méditerranéen, on a été invités à présenter un des magazines dans un panel de chaînes de télévision. Canal C et Télé Bruxelles furent les seules à venir, si je me souviens bien... C'est là que Marc de Haan – rédacteur en chef à Télé Bruxelles à l'époque – nous a lancé un défi après ➡





381 jours, mise en scène Mohamed Ouachen, Création Ras El Hanout, 2012

Rachid DJAÏNI, *Boumkœur*, Éditions du Seuil, 2000

Djurdjurassique Bled, spectacle de Fellag, mis en scène par David Strosberg, KVS, 2006. © KURT VAN DER ELST

La vie c'est comme un arbre, écriture et mise en scène Mohamed Allouchi et Rachid Hirchi, 2012

Rencontre d'un ancien détenu de Tazmamart, réalisation Mohamed Ouachen 2010

L'audition, de Caroline Faust, mise en scène Nanya Eslava, 2013

un mini débat : *Est-ce que vous seriez capables, une fois tous les 15 jours, de faire une émission ?* OK, c'est parti !

Marianne : C'est là que tu fais « Coup de Pouce », avec cette énergie unique. Et tu es resté combien de temps ?

Mohamed : De 1998 à 2002.

Marianne : C'est fou parce que les gens s'en souviennent, or c'est moins long que ce que je pensais.

Mohamed : Parfois, je rencontre des gens qui pensent que je fais encore « Coup de Pouce » aujourd'hui.

Marianne : Tu as positivement accueilli « Réouverture des Halles de Schaerbeek », je voudrais juste que tu nous expliques pourquoi ?

Mohamed : Quand tu m'as parlé de ce projet, je revenais du Portugal. Avec ma femme on avait été dans une sorte de marché, dans de grandes halles, pleines de stands de nourritures différentes, l'ambiance était super chouette, les gens ne se connaissaient pas forcément, et tu pouvais facilement te retrouver dans un salon avec d'autres personnes... Et quand tu m'as parlé de ce projet-là, quand j'ai ouvert le livre, je voyais cet endroit que je trouvais tellement intéressant. Il y a très peu de lieux, en fait aucun, qui permettent à la population de se rencontrer comme ça, qui permettent aux gens de se retrouver mais aussi de se réapproprier l'espace culturel, qui fassent en tout cas qu'il soit à l'image du quartier. Un Centre culturel aujourd'hui fonctionne avec un conseil d'administration, qui a une vision assez souvent standardisée, qui n'est pas représentative de toute la population, des personnes qui habitent le quartier...

Marianne : On peut dire que la programmation ne leur est pas destinée.

Mohamed : Je n'ai pas vu de spectacles aux Halles depuis assez longtemps. Ce genre de projet est aussi un laboratoire. Moi j'aime bien les espaces culturels comme laboratoires parce que c'est là que peuvent avoir lieu même des spectacles pas intéressants.

Marianne : Houria Bouteldja m'a aidé à conceptualiser le projet sur un point très simple : l'agenda différé, d'où est née cette histoire des « pôles ». À la grosse louche, les enfants au capital culturel élevé considèrent que les choses les plus importantes sont la critique de la société du progrès et l'écologie, d'autres sont intéressés à sortir les *Panama Papers*, d'autres à remettre en question les choses épouvantables qui ont succédé aux colonies, etc. Tous ces gens, on ne peut pas les réunir autour d'une table parce qu'ils ont des priorités différentes. Par des tirs croisés, on peut espérer des réactions et des rencontres, mais pas le projet universaliste de tous s'aligner derrière un même mot d'ordre. Cela n'existe plus. Comment est-ce que tu vis l'isolement des batailles qui traversent la société, toi qui est quelqu'un de très tolérant ?

Mohamed : Ça va ! (rires). J'ai toujours avancé, même avant « Coup de Pouce ». Il y a très peu de projets qui ont été financés. Mais je les ai fait quand même.

Marianne : En 2014, tu es invité à participer à l'émission « 50° Nord », et tu vas rapidement la quitter...

Mohamed : Dans le cadre du Festival « Daba Maroc », l'accent a été mis sur la place de la diversité dans la culture. Via Carine Bratzlavsky et une connaissance de longue date, la RTBF m'a proposé de faire partie de l'équipe de chroniqueurs de « 50° Nord », une émission culturelle qui ne m'attirait pas des masses. Je rencontre Paulo, le producteur, et suite à une sympathique discussion, je me lance dans l'aventure à condition d'avoir une réelle utilité pour les artistes de la diversité. Je rencontre des personnes très intéressantes. Puis, je commence à déposer sur la table l'un ou l'autre artiste. Je pousse à la programmation Anouar Taoutaou et Karim Gharbi : pas de suite. Je relance la production, je propose tel ou tel artiste : toujours rien. Des mois s'écoulent comme ça et rien. J'ai fini par annoncer que je quittais l'équipe. Merci, au revoir. Je suis issu d'une troupe de théâtre – Dito'Dito – où j'ai pu entrer avec ma propre identité. On ne me disait pas *Ce serait bien de parler plus de ceci ou de cela*, on avait vraiment la liberté de raconter ce qu'on était. Un théâtre à l'image de ce que tu es, point barre.

Marianne : Comment es-tu rentré dans Dito'Dito ?

Mohamed : CNN, un groupe de hip-hop, travaillait déjà avec Dito'Dito. Ils m'avaient présenté à Olivier Thomas, parce que Dito'Dito aimait bien un de mes films. Il leur manquait un acteur sur un projet et ils m'ont proposé la place. Ensuite je n'ai plus fait que du théâtre. Le hasard m'a conduit de la vidéo au théâtre, les affinités aussi. Ils ont accepté mon caractère et ce respect-là, je l'ai beaucoup apprécié. Diversité de pensées, diversité de caractères... quand on créait un spectacle, chacun venait avec ce qu'il était.

Marianne : Dans quel spectacle de Dito'Dito as-tu joué ?

Mohamed : Le premier spectacle produit, c'était « Babylone ». Ensuite « Boumkœur », écrit par Rachid Djaïdani. Il y a eu « Litanie »... Entre 1997 et 2002, je n'ai fait que bosser avec eux. Ça s'est ralenti quand ils sont entrés au KVS. J'ai quand même pu travailler sur quelques projets, même gros, avec Alain Platel par exemple...

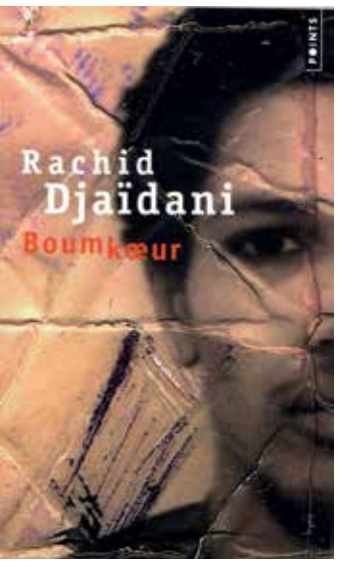
Marianne : Donc, une union entre gens homologués par les meilleures écoles de danse et les autres. On considère Alain Platel comme un des plus grand metteur en scène de danse contemporaine. Qu'est-ce que vous faisiez pour ou avec Platel ?

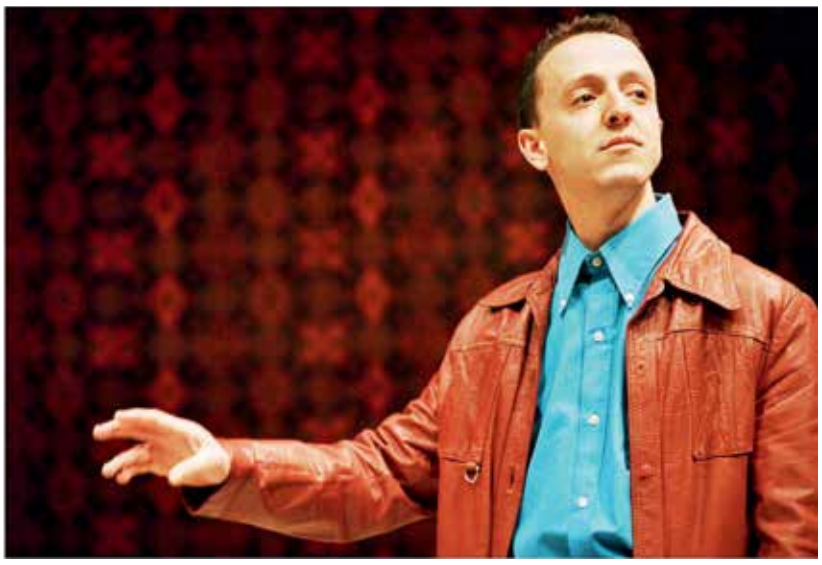
Mohamed : Ça a été une école pour moi : des mises en situation où tu improvises à partir de ce que tu es... C'est ça aussi que j'utilise dans mes ateliers théâtre.

Marianne : Alain Platel est suffisamment intelligent pour partir des réalités et des forces rencontrées.

Mohamed : Exactement. On va les chercher en soi. C'est un magicien : il mélange. C'est un cuisinier : il utilise des nouvelles recettes. Après Platel, on a bossé avec Jozef Frucek, danseur de Wim Vandekeybus, et on a créé « Ville en soie ».

Marianne : Il y a aujourd'hui un mur entre culture populaire et danse contemporaine. Aujourd'hui, c'est quelque chose qui est presque l'opéra du XIXe siècle, quand toi tu parles d'un moment où ces chorégraphes allaient chercher du sens chez vous, et où vous acceptiez de nouvelles formes venues de chez eux.





Mohamed : Tout art, toute discipline, peut être populaire. Ce qui pose problème, c'est ce que tu défends à partir de ça.

Marianne : C'est ce que l'opéra a fait à un moment…

Mohamed : Et il peut redevenir populaire ! À partir du moment où tu mets des acteurs sur scène, où tu vas chercher des choses issues du populaire… C'est ce qu'a fait Shakespeare. C'est ce qu'on fait aujourd'hui. Ce qui n'est plus populaire était souvent des choses très accessibles. On les a rendues inaccessibles.

Marianne : Aussi parce que les enjeux ont changé.

Mohamed : Aujourd'hui, c'est plutôt dans les Maisons de jeunes que ça se passe. C'est important de travailler avec ces structures : faire voir des spectacles et des festivals. C'est un public qui se déplace volontiers pour les événements culturels, à partir du moment où il peut s'identifier à ce qu'on lui propose. En fait, c'est à la culture aussi d'aller plus loin que ce que propose l'école, à interroger, à se positionner, parce que l'école…

Marianne : …ne favorise pas l'élément critique ?

Mohamed : Tu te tais quand le prof parle, tu étudies ton cours, tu apprends par cœur sinon zéro. Or, on doit pouvoir vivre l'apprentissage. On peut aller au théâtre, sortir dans des festivités, lire un texte… On doit pouvoir vivre les choses. Dans l'enseignement, ce n'est pas toujours le cas. Cela dit, il y a des professeurs qui sortent du lot. Moi, j'ai eu la chance de tomber sur des bons.

Marianne : Tu étais où toi ?

Mohamed : À Bruxelles 2 et à Marcel Tricot. Des professeurs de français qui te donnent envie de lire, ça fait la différence.

Marianne : Personnellement, je crains qu'il y ait un changement, un alignement sur le « Je suis Charlie » qui n'existait pas à ton époque.

Mohamed : Il y a des écoles qui ne s'alignent pas.

Marianne : Une élève de Saint-Boniface a dit *C'est bien la minute de silence pour Charlie, ce serait bien d'en faire une pour d'autres victimes*. Le prof lui a dit *Tous les terroristes pensent comme vous !* Elle a dû changer d'école, elle était choquée.

SECONDE PARTIE

Marianne : Départ de « Coup de Pouce » et de Télé Bruxelles… ?

Mohamed : En 2002. J'avais la volonté d'aller plus loin et ça ne répondait plus à mon enthousiasme. Je suis retourné au théâtre, je me suis dit qu'il y avait un travail à faire : produire des choses sans que ce soit les grosses structures associatives qui portent les projets. Essayer de faire émerger des initiatives issues des quartiers populaires. Un des projets, c'est une expérience avec l'École Sainte-Marie et les Halles de Schaerbeek : atelier d'écriture et atelier théâtre, mais surtout la réalisation d'un spectacle de danse contemporaine avec les élèves de Ste-Marie. L'établissement avait fait appel à un animateur, mais ça ne marchait pas, alors ils m'ont contacté. On a monté le projet et, à la fin de l'année, il y avait un spectacle. Et l'envie s'est imposée de montrer le spectacle non pas une seule fois, pour une représentation à l'école, mais dans un théâtre. À ce moment-là, les Halles de Schaerbeek ont ouvert leur portes, et se sont engagées à ajouter une seconde représentation publique après celle de l'école.

Marianne : C'était Annick de Ville ou Fabienne Verstraeten à l'époque ?

Mohamed : C'était Fabienne Verstraeten. Au début, quelques réticences, quelques discussions pour rendre la chose possible, mais les Halles ont fini par accepter.

Marianne : Entre 2002 et 2008, c'est théâtre donc. Et puis tu fais quelque chose avec St-Marie et les Halles.

Mohamed : Oui, je fais du théâtre classique en parallèle, principalement avec le KVS. Avant, j'étais aussi dans la vidéo, mais en temps que militant des Droits de l'Homme, je réalise principalement des documentaires, dont l'histoire de Tazmamart[3], en 2006. Je suis parti au Maroc pour un ou deux mois. J'ai lu le livre dans cette période : 2002-2004 et décidé de réaliser et de produire ce documentaire au Maroc, qui sort en 2010.

Marianne : C'est un court métrage ?

Mohamed : Non, un moyen métrage que tu peux retrouver sur Internet[4]. Toujours à cette période, je fais du théâtre et des ateliers, avec Dito'Dito. Je vais dans les établissements scolaires et ces ateliers me font découvrir le monde de l'école.

Marianne : Le cloisonnement ?

Mohamed : Oui, les jeunes, les conflits, les interrogations et aussi le regard qu'ont les profs sur les élèves, le paternalisme… bref, je découvre tout ça. Je suis animateur et la particularité de la fonction est d'être du côté des jeunes et pas des profs. Tu te retrouves dans des situations où le prof lance un : *Tu te tais maintenant !* à un élève et où tu es obligé de lui demander de te laisser finir ton travail, voire même de suggérer que ce n'est pas une bonne idée qu'il soit présent, ou alors qu'il doit participer. J'ai rencontré les deux attitudes : ceux qui acceptaient de jouer le jeu et les autres qui préféraient sortir. Ce qu'il fallait éviter, c'était la position d'autorité. Très important également : aucune obligation de participation.

Marianne : Comment es-tu passé de cela à Ras El Hanout asbl ? Tu as voulu rassembler les forces en présence ?

Mohamed : À la base, j'ai été invité à aller voir leur spectacle « Fruit étrange(r) » en 2011. Je ne les connaissais pas avant, sauf Ismail que j'avais déjà vu jouer. Ils m'ont invité à venir les voir pour avoir un feed-back et ça c'est très bien passé. J'ai trouvé ça très bien, très drôle.

Marianne : C'est la génération en-dessous de toi.

Mohamed : Oui, 10 ans plus jeune. J'ai découvert en eux une génération de jeunes musulmans qui utilise la culture pour lutter contre la discrimination. J'ai trouvé ça intéressant, cette culture militante dont ils sont porteurs à Bruxelles. Ils m'ont invité à travailler sur leur spectacle suivant, « 381 JOURS ». C'est une histoire qui traite de la ségrégation raciale. J'ai fait avec eux le travail sur le corps, la voix et puis la mise en scène.

Marianne : Espace Magh est aujourd'hui, sous la direction de Najib Ghallale – plutôt mieux que la précédente direction – il est le premier maghrébin à présenter un spectacle dans les années 70 à Avignon. Qu'en penses-tu ?

Mohamed : C'est un type superbe qui est sous haute surveillance.

Marianne : Tu parles du conseil d'administration ? Il ne se laisse pas faire et c'est un artiste, du coup il a aussi un regard. Sous l'ancienne direction, tu fais un seul spectacle – « Djurdjurassique Bled » – une polémique à propos de la laïcité t'oppose à l'ancienne ministre de la culture et fondatrice de l'Espace Magh… tu vas attendre que ce soit un nouveau directeur pour revenir, n'est ce pas ?

Mohamed : Ça, c'est après. Il y avait une bonne entente avec la ministre, mais malgré les gestes de part et d'autre, il a fallu attendre 2011 effectivement.

Marianne : Tu ne te présentes pas à la direction de l'Espace Magh… C'est une erreur ?

Mohamed : Oui, c'est peut-être une erreur puisque le C.A. finit par accepter l'ouverture grâce au travail du nouveau directeur, Najib, et du nouveau président, Ahmed Laaouej. Je vois que ça bouge et dès lors, je propose à Najib d'ouvrir le dernier étage à des associations. C'est un des projets que j'avais à la suite de « Coup de Pouce » : ouvrir un lieu à des structures associatives. Dans ce cas-ci : « Les Voyageurs sans Bagage », « Diversité sur Scènes », « Noonz Production », « BX Stand-Up » et « Ras El Hanout ». Car tout est possible entre gens qui ne sont pas d'accord, et c'est ça qui garantit le débat.

Marianne : Du coup, grosse arrivée d'un vaste public.

Mohamed : Chacun amène le sien. Dans la salle, ça bougeait beaucoup, avec des gens parfois peu habitués à aller au théâtre, avec un public laïcard qui va pouvoir découvrir de près les gens qu'il diabolise. En discutant, les lignes bougeaient.

Marianne : Ça n'empêche pas l'apparition d'un vaste « salon des refusés ». L'endroit est – selon ➡

Litanie, mise en scène de Guy Dermul, 2007 © HANS ROELS

moi – trop peu soucieux d'être connecté avec d'autres institutions, certainement moins que les Centres Culturels. Par exemple « La vie, c'est comme un arbre » que tu as créé là-bas est refusé par le Centre culturel Wolubilis. Même remarque pour « Lezarts Urbains » dont la production n'est pas assez diffusée. C'est aussi à partir de ça que j'avais interprété ton désir d'indépendance. Où en es-tu dans ta volonté d'avoir ton propre lieu et pourquoi est-ce si important ?

Mohamed : Je vois au moins trois raisons. La première, c'est l'autonomie : ne plus avoir à s'expliquer chaque fois. La seconde : c'est la production. Cette envie absolue de développer la prod. Il y a trop de talents qui passent à travers le radar. La troisième : ceux qui ont l'avenir en main actuellement sortent du radar ; ceux qui sont dedans ne seront plus les acteurs principaux. Ceux qui sont en dehors vivent dans la lutte, travaillent beaucoup, dans l'associatif, dans le culturel, le social, les écoles de devoirs... et beaucoup de créations artistiques émergent de ces lieux-là. On commence à en entendre parler, mais ça fait 10 ans qu'ils bossent.

Marianne : Toi, tu as commencé en 97 ?

Mohamed : En 94. Je rêve d'un lieu qui ferait monter uniquement ceux qui sont en dessous du radar afin de créer une dynamique culturelle et de mélanger les publics. Ce qu'il y a au-dessus ne m'intéresse pas.

Marianne : Ce qu'on entend, c'est que « Ras El Hanout » ne serait pas du théâtre engagé, mais des islamistes masqués. Il me semble que c'est ça, le clash avec Fadila Laanan.

Mohamed : Il n'y a pas vraiment de clash avec Fadila. Ça a commencé avec le spectacle de Ben Hamidou « Les chaussures de Fadi ». Je me suis levé et je suis sorti de la salle.

Marianne : Parce que tu romps avec l'obligation d'être d'accord avec les rares artistes « issus de l'immigration » adoubés ? Ceux qui ont comme première obligation d'être athées et caricaturaux vis-à-vis du religieux ?

Mohamed : Je me suis juste levé et je suis sorti. On m'a vu et on a ajouté à ça que j'avais claqué la porte. Ce qui m'étonne encore, c'est la rancune et la haine... Étrangement, c'est devenu impossible de discuter avec certains amis. Après, la vie continue... Il faut essayer d'aller plus loin avec ceux qui sont ouverts à la discussion, sinon passer son chemin. J'aimerais bien développer des concepts et des lieux qui puissent donner une place à la créativité. Le projet actuel serait de reprendre le vieux cinéma « Variétés » et d'y poursuivre le travail que je fais dans le cadre de « Diversité sur Scènes ». Le dernier chantier en date étant la question urbanistique et Bruxelles. J'adore cette ville parce qu'elle a une identité qu'on ne voit pas, elle a une dynamique et une richesse qu'on ne voit pas. Bruxelles, on voudrait qu'elle soit conforme à l'image qu'on se fait de ce qu'elle a été, mais pas de ce qu'elle est. Or ce qu'elle est, c'est une ville extraordinaire, magnifique.

Marianne : La ville la plus cosmopolite du monde.

Mohamed : L'espace dont je rêve est à l'image de cette beauté-là. La Fédération Wallonie-Bruxelles essaie de vendre le cinéma « Variétés » ; moi j'essaie de l'acheter.

Marianne : Tu as de l'aide ?

Mohamed : J'ai trouvé des gens qui sont prêts à investir dans ce projet. Des personnes réellement intéressées – pas le genre « Préviens-moi éventuellement », non –, qui me demandent les plans, prêtes à acheter le cinéma et à financer les premiers gros travaux qui se montent à 2 500 000 €.

Marianne : Est-ce que la Fédération Wallonie-Bruxelles va accepter de te le vendre ?

Mohamed : Elle ne peut pas le vendre comme ça. Elle doit faire un appel d'offre. J'ai déposé une offre de 750 000 € et j'attends la réponse. J'espère de tout cœur pouvoir acquérir cet endroit pour essayer de commencer quelque chose de nouveau. Parce que la diversité, on ne pourra pas la trouver dans les Centres culturels, les théâtres, etc. On peut faire tout ce qu'on veut : les actions, les plateformes autour de la diversité... On ne l'aura jamais. Il faut des modèles. Les C.A. ne savent pas comment faire : ça ne fait pas partie de leur vie. Donc il faut qu'on crée des modèles sur lesquels s'appuyer.

Marianne : Et ce lieu a déjà un nom ?

Mohamed : Je crois qu'on va laisser « Les Variétés ».

Marianne : C'est beau, mais 2 500 000 € de travaux, c'est beaucoup. C'est parce qu'il y a obligation de conserver le patrimoine ?

Mohamed : Il y a des espaces classés, donc ça coûte cher. En tout cas, j'ai défendu auprès de la Fédération Wallonie-Bruxelles que faire revivre cet endroit-là, c'est comme de faire revivre la culture. Dans un lieu comme celui-là, tu peux passer par du populaire, par du classique, du contemporain pour autant que tu l'alimentes à l'idée d'une dynamique intéressante ouverte à tous. ●

1. Scénariste de films néerlandophones à succès : « Pauline et Paulette », « Konfituur », « Vidange perdue »,...
2. Centre Vidéo de Bruxelles
3. Ahmed MARZOUKI *Tazmamart cellule 10*, Folio Actuel.
4. *Rencontre d'un ancien détenu de Tazmamart*, Produit par Mohamed OUACHEN et Ligne de Mire asbl – Belgique – 2010 – 48' – VO ST FR – *www.yabiladi.com*

En l'absence de lumière il est possible de créer en soi les images les plus claires

CHAISES

James Python

In The Absence of Light
par ANN-VERONICA JANSSENS,
Salzbourg, 2000.
Droit pour traduction,
Éditions du Souffle, 2013-2014.

Entrer en resquillant à La Rotonde de Woluwe-Saint-Lambert. Parce que payer pour s'amuser, ce n'est pas marrant, et puis de toute façon, on n'a pas le budget.

Maintenant qu'on est là, on ne va pas rester dehors.

Empiler des chaises de terrasse en pvc blanc jusqu'à atteindre le premier étage où se déroule la fête.

Aider mon pote rugbyman costaud qui pèse plus de 90 kilos à grimper.

Monter tous les deux sur cette tour de Pise d'infortune, puis lui faire la courte échelle pour qu'il parvienne à s'accrocher à l'appui de fenêtre.

Il est à l'intérieur entre les tentures et la fenêtre.

C'est à mon tour : je suis sur la pile de chaises. Je saute. Il m'attrape par le bras. En prenant appui sur les chaises, celles-ci ont reculé.

Être suspendu dans le vide tenu par la seule force du bras de mon pote.

Lancer ma jambe d'un mètre sur la gauche pour atteindre le rebord de la fenêtre.

Cette jambe lancée dans le vide, ratant son objectif est un mouvement des plus burlesque. Mon ami à qui ça n'a pas échappé ne peut pas s'empêcher de rire.

Rire, avoir un fou rire. Les yeux levés, je vois les siens remplis de larmes. Il se force à ricaner de la manière la plus discrète qui soit pour ne pas attirer l'attention.

Rire, ça relâche les muscles.

Je le sais.

Je ne peux pas m'empêcher d'y penser.

Je panique.

De la voix la plus désespérée qu'il ait jamais entendue, je dis à mon pote : *Me lâche pas !*

Son étonnement face à ma détresse. Cette voix inconnue sortie de ma bouche, ne fait que rajouter du ridicule à la situation.

Et ça ne lui échappe pas non plus.

Il rit de plus belle.

J'ai peur de plus belle.

Retenter d'envoyer ma longue et maigre jambe pour atteindre un appui.

Une nouvelle fois, dans le vent.

Une nouvelle fois, il rit.

Je le regarde dans les yeux…

Je me voyais déjà en bas, une jambe ou un bras cassé minimum. Au beau milieu de la nuit à 15 kilomètres de la maison, sans voiture, en train de boiter car il n'était pas question d'appeler l'ambulance vu que j'étais censé être tranquillement chez mon pote. Ou alors tombant très mal sur la tête, mort, à Woluwe Saint-Lambert, si loin de chez moi. Les journaux aurait titré : « Un jeune Schaerbeekois mort d'avoir voulu entrer en soirée ». Ça aurait relancé le débat sur les jeunes qui ne peuvent pas entrer en discothèque. La honte sur ma famille. La mort ridicule. Il n'en est pas question.

Lâche pas, lâche pas sort de ma bouche, d'un ton ferme et décidé. Me surprend, le surprend.

Il fronce les sourcils.

Je fronce les miens.

Je lance ma jambe.

En vain.

Il devient rouge tellement il rit. Une larme tombe sur mon épaule. Il essaie de reprendre ses esprits et me dit : *À trois…*

Un, deux,…

Trois ! Je lance ma jambe.

Il me soulève de toutes ses forces avec son gros bras, son avant-bras de Popeye que j'agrippe des deux mains.

Mon pied est sur le rebord !

L'autre reste encore dans le vide. J'essaie de prendre appui pour me hisser. Il me dit : *Pousse !* Je lui réponds : *Mais je pousse !* Il s'esclaffe en me hissant vers le haut. Mes mains y sont, je m'accroche des bras à l'intérieur du cadre.

Cette suspension à cinq mètres du sol pendant quelques minutes, a travaillé sur mes articulations, et ajouté à cela une émotion rarement vécue : je suis fatigué comme jamais.

Je cherche la force au plus profond de moi pour pouvoir enfin pénétrer à l'intérieur.

Il m'attrape dans le dos, par la ceinture.

Un geste brusque.

Je suis dedans.

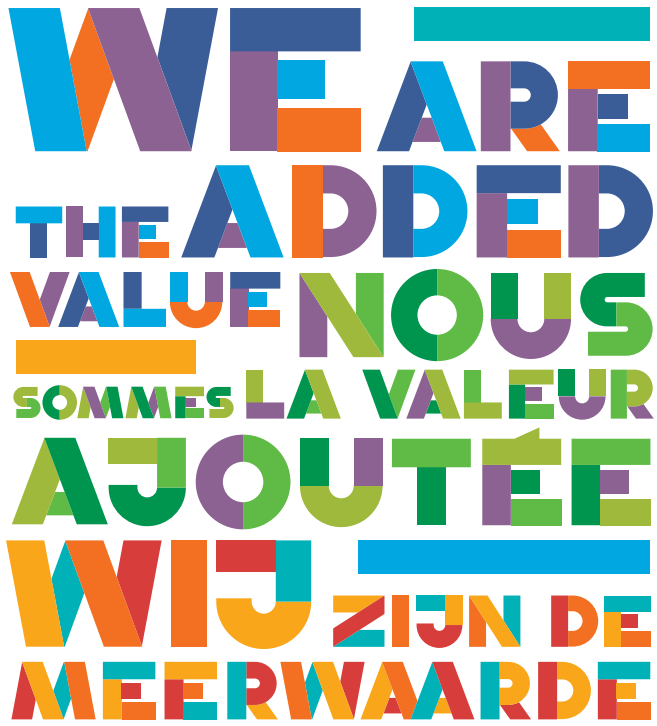
Derrière un rideau. De l'autre côté, une cinquantaine de garçons et de filles de mon âge font la fête. On fait des pas latéraux en essayant de ne pas trop faire bouger les tentures.

Jeter un coup d'œil discret vers la salle. Mon pote passe de l'autre côté. Il fait le guet. *OK, go, go, go*.

Je passe.

Nous voilà dans la soirée.

Mobilisation organisée par le collectif Together for Dignity, dans le cadre de la journée internationale des migrants, Place Poelaert, Bruxelles, le 18 décembre 2014. CC VOXUNIT.COM



RENCONTRE AVEC HILDEGARD DE VUYST, DRAMATURGE, KVS [1]

Après 15 années « à déplacer une montagne » [2], au sein du KVS, institution flamande de la culture et de l'art à Bruxelles, l'équipe artistique dirigée par Jan Goossens tire sa révérence. Retour sur expérimentation.

PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANIE D'HAENENS, IEB

IEB : Quelles sont/ont été les pratiques à l'œuvre au KVS pour assurer l'ancrage du théâtre dans la ville, les quartiers. Quelle est la perméabilité du KVS à la ville ?
Hildegard De Vuyst : Le projet du KVS comme « théâtre de ville » tel qu'il est aujourd'hui, a pris forme au Bottelarij [3], au cœur de Molenbeek, alors que les bâtiments de son site historique, rue de Laeken, dans le quartier Alhambra, étaient en rénovation et qu'une nouvelle grande salle (de Box) était en construction. Au Bottelarij, on a vécu le choc du clivage entre une programmation d'une institution flamande – un « théâtre de répertoire » – et tout ce qui vivait autour, le quartier. Le KVS était en fait le premier utilisateur de ce lieu industriel, largement abandonné et délabré comme le quartier d'ailleurs. Nous avons dû acter d'une rupture d'alliance entre le public flamand et le bâtiment/le quartier. Le public du KVS à cette époque-là était encore largement un public de flamands, qui venait surtout de la périphérie bruxelloise et de la Flandre, et qui se rendait au KVS pour diverses raisons dont celle de soutenir la présence flamande à Bruxelles. Ce public-là ne pouvait donc s'associer ni avec le bâtiment ni avec le quartier, où chaque soir les voitures des spectateurs étaient cambriolées. Bref, le programme, le lieu, n'arrivait plus à attirer les fidèles et n'était pas en résonance avec les gens qui vivaient là. Ça veut dire que le KVS ne servait à personne. C'est dans cette configuration-là, au début des années 2000, que l'ancien directeur artistique, Franz Marijnen, est parti parce qu'il n'avait pas le courage, la vision, l'envie, les moyens, d'insuffler le changement ; et que Jan Goossens est devenu directeur artistique.

... avec l'envie d'ouvrir le théâtre sur le quartier, la ville ?
Oui, on a pu travailler les liens entre le théâtre et les habitants qui vivaient autour. Donc on a ouvert le KVS à toutes sortes de manifestations, de fêtes, de concerts... Nous avons cherché à mettre en lumière des artistes d'origine maghrébine qui travaillaient à Bruxelles. En fait, le déclic a été d'identifier les artistes bruxellois qui n'avaient pas de podium, de plateau, qui n'étaient pas produits, pas montrés. Quelles sont les voix que le théâtre représente et celles qui ne sont pas représentées dans le programme ? On a tenté de multiples stratégies et on a assez vite abouti à des résultats artistiques intéressants qui ont convaincu assez de gens pour qu'au moment où nous avons réintégré le théâtre rénové, en 2004, il n'y avait pas de remise en question de la démarche puisqu'elle avait prouvé son efficacité. On a pu « institutionnaliser » ce qu'on avait expérimenté à Molenbeek.

Sit-in & 'Stay Away Day' December 18, 2014 12:00 > 14:00 Place Poelaert, Brussels

Mouvement pour la place Lumumba à Matongé, Centre Kuumba, Ixelles, 17 janvier 2014 © MARIE LHOIR

Quelles étaient ces stratégies multiples ? [4]
On a conçu S.T.O.E.M.P. avec le collectif Dito' Dito, le premier spectacle du KVS en français entièrement écrit avec/par des jeunes des WMKJ – Werkingen met Maatschappelijk Kwetsbare Jongeren – et 7 auteurs qui mettaient leur plume à leur service. Ces WMKJ étaient subsidiées avec de l'argent flamand mais peuplées par des jeunes francophones d'origine maghrébine qui trouvaient là des lieux de rencontre et de soutien. Dès qu'on a commencé à travailler avec eux, on s'est rendu compte qu'on devait travailler en français. Au même moment le Vlaams Blok opérait une percée phénoménale lors des élections.

On a aussi produit « Gembloux » (un texte qui relate l'engagement d'artilleurs maghrébins aux côtés des forces alliées, lors de la première guerre mondiale), entre-temps on a commencé des conversations avec des artistes d'origine africaine vivant à Bruxelles parce que nous avions dans notre répertoire le texte de Hugo Claus « La vie et les œuvres de Léopold II », ce qui nous a entraîné dans une vaste recherche sur le passé colonial de la Belgique. Parce que ce sont des histoires qu'on ne voit jamais sur nos scènes. Ce travail-là a été le début d'un long parcours. Nous étions en conversation avec Peter Sellars, le metteur en scène américain, qui trouvait notre travail intéressant tout en soulignant le fait qu'il s'agissait de la parole d'un auteur blanc. Selon lui, il nous fallait entrer en conversation avec des artistes d'origine africaine qui portent cette histoire et qui vivent à Bruxelles. Paul Kerstens, passionné de l'histoire du Congo, avait travaillé pour la Commission Lumumba. Nous lui avons demandé de rassembler ces Bruxellois d'origine africaine, parce que nous ne les connaissions pas... Ils ont lu le texte et déclaré *Léopold II ce n'est pas notre problème, c'est le votre*. Des ateliers ont ensuite permis de nourrir un dialogue entre ces artistes et les artistes associés au KVS. Par la suite certaines personnes du groupe (Cecilia KaNkonda et Yves-Marina Gnahoua) nous

ont mis au défi d'aller le jouer à Kinshasa[5]. Dans ce processus, dans cette « fabrication », c'est par une fenêtre assez bien définie, qui est d'abord un sujet ciblé, et un public peut-être ciblé, qu'on arrive à dépasser et à élargir la question. Ce qui nous intéresse c'est Bruxelles et ce qui résonne au quotidien à Bruxelles. C'est pour cette même raison que le KVS est en Palestine. La majorité des Bruxellois d'origine maghrébine regardent des chaînes du Moyen-Orient, en arabe, via des satellites, comme Al Jazeera, Al Arabiya. La VRT ou la RTBF ont oublié la Palestine mais pas eux et ils sont nourris tous les jours par les images de cruauté et de violence dans les territoires de troisième Intifada depuis le mois d'octobre passé. Ça reste un conflit qui est la base d'autres conflits et de frustrations. Beaucoup de jeunes Bruxellois canalisent leur frustration dans ce conflit d'autant plus que c'est un conflit marginalisé et qui dès lors devient le symbole de leur propre marginalisation.

Entre ce que vous appelez « l'institutionnalisation de l'expérience » menée au Bottelarij, et le retour du KVS dans ses murs rénovés, rue de Laeken, est-ce qu'il y a des choses perdues en chemin ?

On a perdu en travail de proximité avec les jeunes. Le quartier ici est constitué différemment : on est en « périphérie » de la gentrification... Et en plus on a chassé les putes qui étaient nos voisines. Donc ce travail de voisinage ou ce que j'appellerais le travail de proximité on l'a perdu, oui. Mais on a beaucoup gagné dans le domaine des co-productions internationales qui ont abouti à des œuvres artistiques de grande valeur comme « Macbeth », une adaptation de l'opéra de Verdi avec des Sud-Africains, « Coup Fatal » avec 13 musiciens de Kinshasa et puis « Badke » avec les 10 danseurs Palestiniens. Ce sont des productions qui sont reconnues internationalement, qui ont reçu des prix. On a également fait Tok Tok Knok avec le défi de se rapprocher des quartiers, d'aller creuser dans la ville, de sortir les contenus de la population là où elle vit. Pour un grand théâtre de la ville ce sont des démarches hors du commun.

Tok Tok Knock était porté par Willy Thomas entre la Cité Modèle, Saint-Josse et le quartier européen. Ce projet de ville n'a pas eu de suite ?

Non et je le regrette personnellement toujours. Mais est-ce que tout doit continuer ? C'est une discussion interne au KVS. Ça a été un investissement énorme puisque trois quarts de nos moyens artistiques ont été engagés dans ce « festival ». Face à cette dépense, on s'est dit qu'on devait poursuivre le travail mais en cherchant des moyens ailleurs, nouer des partenariats sur la Région bruxelloise. Il y a une sorte de mantra qu'on se répète ; une réflexion qui nous traverse : comment est-ce qu'on traite les jeunes après un spectacle ? Est-ce qu'on ne les utilise pas ? Ne les lâche-t-on pas une fois le spectacle terminé ? En même temps si l'on doit tout porter dans la durée, à un certain moment tout s'écroule. Par ailleurs, il s'agit aussi d'un équilibre financier : il faut des revenus et il faut une programmation pour la grande salle. On a une super infrastructure, mais remplir cette salle n'est pas évident. Or on dépend très fort de cette salle pour équilibrer le budget tout en veillant à ne pas tomber dans une réflexion uniquement commerciale. On a eu de la chance avec les productions que j'ai citées (« Macbeth », « Coup Fatal », « Badke ») qui remplissent non seulement nos salles ici mais qui font des tournées internationales et confortent les finances du théâtre. Et il faut cet équilibre-là entre l'ancrage local et l'international.

Le KVS a/avait cette réflexion par piliers (art, pauvreté, durabilité, Congo, Palestine). Il y a là une analogie avec l'ouvrage des Éditions du Souffle qui propose des pôles mais sans doute pas la même méthode ?

Les priorités étaient très liées aux gens qui travaillaient là et à ceux qui nous ont rejoint. Ce ne sont pas des thématiques qu'on a identifiées puis réparties entre nous. En fait, tous ces piliers sont pour moi un seul thème : c'est Bruxelles. On a spécifié la nature de notre travail qui était selon nous de coproduire avec les gens qui habitent cette ville. La question fondamentale était : quelles sont les histoires que nous devons représenter dans ce bâtiment dont la fonction est hautement symbolique : il s'agit de magnifier, d'amplifier certaines histoires.

N'y avait-il pas aussi l'affirmation que l'art est politique, dans le sens où l'art est un outil de construction de ce que « faire société » veut dire ?

Le KVS en tant que lieu institué est un outil magnifique pour faire de l'art qui soit « politique ». D'ailleurs nous partons[6] en rééditant, avec la complicité de son auteur, Adam Krause, « Art as Politics: The Future of Art and Community »[7]. On parle souvent d'institutionnalisation comme d'une menace pour nous, or « l'institut » n'est qu'un instrument. Ce n'est pas l'institut qui « institutionnalise », ce sont les gens qui y travaillent et qui orientent l'outil... Enfin ça, c'est ma conviction personnelle. On est très conscients de faire de la politique, au sens de faire société, et ça ne nous gêne pas du tout, au contraire, mais la politique qu'on imagine réside dans le projet futur de cette ville extrêmement mixte qu'on ne peut plus diviser en langues, en communautés. *En tant que travailleurs culturels, nous avons la tâche de concentrer notre travail sur les personnes dont rien n'est dit, les personnes dont la voix n'est pas entendue*, c'est une citation de Peter Sellars qui date de 94 mais elle toujours aussi vitale.

C'est une question au cœur de l'ouvrage « Réouverture des Halles » qui va à rebrousse-poil de celle que se posent souvent les lieux culturels qui est « comment tisser des liens avec le quartier ? »

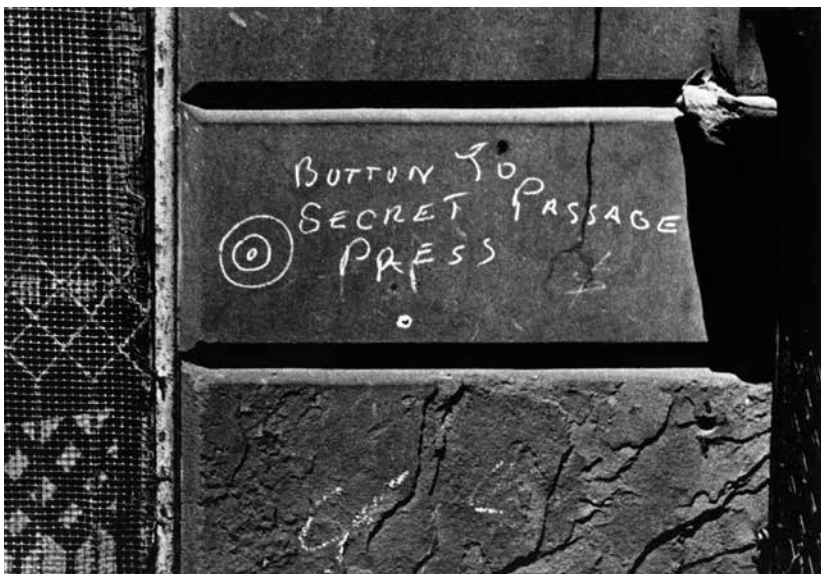
Le théâtre devrait être un lieu reconnu et vu par chacun comme son propre lieu, un lieu où il est bienvenu, où il est représenté et où il peut se dire *Là il y a des choses qui m'interpellent qui sont pour moi, qui me concernent*. Notre *core business* reste « les arts » mais les arts en relation avec les gens. Je ne vais pas dire avec « la communauté » parce que cela pourrait être mal interprété comme « la communauté flamande ». À Bruxelles, on doit sans cesse choisir si on appartient à la communauté flamande ou française, ce clivage est dépassé. Il faut créer une communauté bruxelloise. Et j'ai l'impression que beaucoup d'Institutions se rendent compte de l'importance de cette question et y répondent de façon très diverses. Par exemple le Kunstenfestivaldesarts essaye d'inclure la ville d'une façon ou d'une autre dans chaque édition. Ce n'est pas toujours réussi mais, pour moi, le « 100 % Bruxelles » du Rimini ProtoKoll est quand même intéressant en ce qu'il est une représentation sociologique, statistique de Bruxelles. Il s'agit d'un groupe de 100 Bruxellois qui font le spectacle et qui répondent différemment aux questions. C'est vraiment une image de la ville. Les gens veulent se regarder. Pourquoi les gens viennent au théâtre ? Pour se voir et aller voir de l'autre côté du miroir. C'est quand même le fondement du théâtre et c'est en cela qu'il rejoint la politique : c'est la représentation. C'est être représenté sur scène : se découvrir et découvrir l'autre sur scène. Les gens viendront s'ils sont désirés en tant que public. ●

1. Koninklijke Vlaamse Schouwburg – Théâtre Royal Flamand de Bruxelles.
2. Jan GOOSSENS, in *Nous avons déplacé une montagne*, lettre ouverte aux Bruxellois, juin 2016. *www.kvs.be*
3. Le KVS a occupé dès 1999 l'ancien site de la Brasserie Belle-Vue, en bordure de canal. Le site était inoccupé depuis le transfert de la production de bière, en 1991, vers d'autres sites de la Région, suite à son rachat par le Groupe Interbrew.
4. Pour remonter le fil des inspirations-expérimentations du KVS, lire « Repertoire 2001 – 2012. Een geschiedenis van KVS : ouverture » ; « Een geschiedenis van KVS II : 10 x kippenvel », « Gezamenlijke toekomst », Hildegard DE VUYST.
5. Lire « Léopold II au Congo : leçon d'histoire commune. », Hildegard De Vuyst, novembre 2007, archives KVS.
6. En juin 2016, l'équipe de Jan Goosssens au travail depuis 2001 au KVS a cédé sa place à une nouvelle direction.
7. *Art as Politics : How can we make the arts a powerful force in healthy and vibrant communities?*, KONINKLIJKE VLAAMSE SCHOUWBURG KVS ; Édition : 01 (6 juin 2016).

RENCONTRE AVEC CHRISTINE KULAKOWSKI, DIRECTRICE DU CBAI

Le Centre Bruxellois d'Action Interculturelle (CBAI) a été fondé dans les années 80 à un moment où migrations et exils s'imposaient structurellement à Bruxelles, conférant à la ville-région son caractère multiculturel. Quasi quatre décennies plus tard, la mise en valeur du patrimoine migratoire bruxellois fait défaut. Que s'est-il passé ?

PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANIE D'HAENENS ET CLAIRE SCOHIER, IEB



Button to the Secret Passage, circa 1938, HELEN LEVITT, Metropolitan Museum of Art

IEB : De quelle manière le CBAI prépare les terrains du politique pour prendre la ville comme elle est ?

Christine Kulakowski : Le CBAI a été fondé dans les années 80, au moment où des organisations syndicales aussi bien que des acteurs associatifs, que des collectifs de migrants et que des pouvoirs politiques « éclairés » se sont dits *L'avenir de Bruxelles sera multiculturel qu'on le veuille ou non*. C'était quand même pionnier dans le contexte des années 80 où d'une part commençait à apparaître une deuxième génération – les enfants des migrants – et donc des familles qui voulaient rester en Belgique, et où, d'autre part, le politique était forcé de constater que la situation de conjoncture devenait structurelle. Le CBAI a été fondé à un moment où la Région bruxelloise n'existait pas encore, en tant que telle. Bref, ce sont les autorités publiques de l'époque qui se sont dit que sur ce territoire, sur cet espace qu'est Bruxelles, les choses allaient se concentrer. C'est comme cela qu'ils ont investi des moyens pour créer le CBAI.

Même si nous sommes une association subsidiée par des pouvoirs publics européens, bruxellois et par la Fédération Wallonie-Bruxelles, notre cœur d'action c'est Bruxelles. Nous avons vocation à connaître cette ville et à mieux la connaître que les autres territoires de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Nous y sommes ancrés et nos publics viennent de là.

... et lié à cette prise de conscience d'une concentration de cette réalité multiculturelle ?

Au début des années 80, le CBAI s'appelait le Centre Socio-Culturel des Immigrés de Bruxelles. À l'origine, nous voulions être un « Centre culturel » mais pas à l'image des décrets. Tout ce qui était culturel nous intéressait au sens large du terme mais cela n'a pas été possible au niveau de la reconnaissance. À l'époque, personne n'aurait reconnu le CBAI comme Centre culturel si on mettait en avant la valorisation des cultures multiples. C'était alors quelque chose de nouveau qui ne rentrait pas dans les cadres et qui était même considéré, déjà dans les années 80, comme « communautaire », donc potentiellement dangereux. Les cultures issues des immigrations, seules quelques chargées de mission de la Communauté Française les soutenaient, comme Thérèse Mangot et Danielle Pieters. Nos actions ont pu être soutenues sous l'appellation « socio-culturel », autrement dit le développement d'actions à dimension culturelle et sociale.

Puis en 1991, soit 10 ans après la fondation de l'association, nous avons changé de nom, d'une part parce que la Région bruxelloise était née donc on a mis en avant « Centre Bruxellois » et d'autre part « d'Action Interculturelle » parce qu'on a voulu mettre l'accent sur l'interaction entre les identités multiples. Je pense qu'on a été pionnier dans l'appellation interculturelle, qui aujourd'hui est souvent utilisée à toutes les sauces. Notre objet de travail est l'interculturalité au sens large, c'est-à-dire le multiple à l'intérieur de chacun de nous et le multiple aussi dans la ville. Je tiens aussi à préciser que, si la reconnaissance du fait multiculturel bruxellois renvoie à un constat (décrire), notre attachement à la dynamique interculturelle est de l'ordre du souhaitable (prescrire) : car le mélange en lui-même n'est ni bon, ni mauvais. La question est de déterminer ce qu'il est possible de faire et ce qu'il est nécessaire de mettre en place pour que les composantes de cette diversité interagissent entre elles et produisent un enrichissement mutuel.

L'interculturalité à laquelle nous sommes attachés n'est pas, contrairement à ce que soutiennent nombre de ses adversaires, un sentimen-

talisme naïf de l'autre. Il renvoie d'abord à des méthodologies de formation, d'intervention destinées à des volontaires et des militants qui considèrent, au regard des situations concrètes dans lesquelles ils sont impliqués, que la compétence interculturelle peut les aider à mieux interagir avec les publics (aide sociale, projet culturel, formation, prise en charge clinique, agents pénitentiaires,...). Un de nos défis est de donc de déterminer de manière très concrète, c'est-à-dire dans des situations parfois difficiles et marquées par des conflits, comment passer de « multi » à « inter ».

Mais c'est plus la culture liée à « l'identité » que la culture « artistique » ?

Oui, mais ceci dit, depuis le début, on a gardé un secteur d'action qu'on appelle le secteur « information et diffusion culturelle » parce que la culture nous intéresse mais c'est toujours une culture qu'on veut ancrée dans la réalité sociale des quartiers populaires. Nous sommes co-organisateurs du « Festival du Cinéma Méditerranéen de Bruxelles », nous produisons « Le Monde en scène », nous avons mené une expérience avec des chorales amateurs de différentes origines « Intersongs »... nous éditons l'Agenda Interculturel, et plus récemment MICmag, en collaboration avec le CIRÉ et le CNCD-11.11.11, en tant que supplément dans L'Avenir tous les deux mois.

Plus récemment, on s'est inscrit dans la démarche MIXCITY, organisée par Visitbrussels,

parce que le Ministre de l'Aide à la jeunesse (e.a.) du Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a voulu que le CBAI y soit pour intégrer les quartiers que Visitbrussels n'intègre pas nécessairement.

Nous aimons beaucoup cette phrase du poète Max Frisch qui disait : *Nous avons voulu des bras mais ce sont des hommes qui sont venus*. Peut-être aurait-il fallu ajouter que ces hommes sont venus avec leurs *valises invisibles* comme disait Tahar Ben Jelloun, c'est-à-dire avec des patrimoines culturels qui ont contribué à faire d'eux des êtres humains. C'est cette dimension-là de la culture qui est souvent mise de côté, cette dimension qui renvoie à la question : « Qu'est-ce qui fait de nous des hommes, c'est-à-dire des êtres pour lesquels il est question de leur transmission et de leur devenir en tant qu'individu dans un contexte pluriculturel ? ». Il s'agit ici d'une dimension de la culture, qui transparaît aujourd'hui dans de très nombreuses productions artistiques que certains qualifient de « populaires ». Ces dernières ont longtemps été confinées « en dehors » des cénacles de la culture établie et légitimée symboliquement.

Là-dessus, vous souhaiteriez ou non porter un discours de dénonciation ou de résistance, ou quelque chose qui brise cette séparation, ou plutôt, c'est une réalité institutionnelle ?

À un moment donné on s'est beaucoup battu parce qu'on estimait qu'un Musée de l'immigration (même si on pourrait trouver un autre nom) était incontournable dans une ville comme Bruxelles, c'est-à-dire un espace dédié au patrimoine migratoire belge et bruxellois pour créer une culture commune. Mais cela n'a pas eu de suite... A été choisi le Musée de l'Europe. Je connais bien le Musée de l'immigration au Palais de la Porte Dorée à Paris qui est vraiment très intéressant. On aurait pu créer un espace comme cela, ils ont choisi de faire autrement...

Dans les objectifs du Plan Culturel pour Bruxelles, il est question de *renforcer la participation culturelle du plus grand nombre et de promouvoir la diversité culturelle en luttant contre la fracture spatiale, sociale et culturelle qui divise la population bruxelloise*. Comment envisagez-vous la participation et toute cette pratique mise à l'œuvre ?

Je n'aime pas les injonctions à la participation, quand on dit « il faut participer », parce que les gens participent quand ils y trouvent du sens. À partir de notre expérience, entre autre via des stagiaires qui viennent en formation au CBAI, on constate qu'il y a plein d'initiatives qui foisonnent dans les quartiers. Ce sont des initiatives citoyennes qui s'organisent au niveau local. Par exemple un groupe de femmes issues de l'immigration, très diverses (pakistanaise, chilienne...) organisent dans leur quartier à Laeken des repas pour les personnes âgées et à cette occasion proposent des manifestations culturelles inédites. Une telle manifestation peut rassembler 300 personnes. J'ai l'impression qu'il y a des initiatives qui ont lieu, mais qu'on ne les connaît pas bien, qu'on « ne les voit pas ». Parce qu'aussi les médias ne s'y intéressent pas. Je dis souvent que si j'étais quelqu'un qui devait aller à la recherche de ce qui foisonne, je prendrais une caméra et j'irais dans les quartiers pour voir ce qui s'y passe. Cela ne se passe pas nécessairement dans les institutions ni dans les lieux culturels en tant que tel.

Est-ce que les lieux culturels devraient néanmoins prévoir des espaces pour soutenir cette existence ?

Oui, ils devraient pouvoir mais d'après ce que je peux entendre, sauf exception, ces réalités ne se connaissent pas entre elles. Les Centres culturels ne vont pas vers ces groupes-là et ces groupes-là ne vont pas vers les Centres culturels, parce que sociologiquement les populations sont différentes et parce que quelques fois il y a des préjugés. Par exemple les groupes de femmes dont je vous parlais, certaines sont voilées mais cela n'empêche en rien qu'elles soient du côté de l'émancipation et de l'ouverture. De leur côté, elles ont aussi peut-être des préjugés sur les Centres culturels et ce qu'ils organisent. Ce serait évidemment très intéressant de faire des allers/retours pour dépasser ces méconnaissances, dépasser le marquage des lieux culturels.

Alors justement, pour revenir à notre point de départ, qui est cette proposition de « désenclavement » des Halles de Schaerbeek, que pensez-vous de cette idée d'ouverture physique d'un bâtiment qui serait gage d'une perméabilité, d'une hybridation et d'un ancrage local. Est-ce un prérequis qui tient la route ?

C'est une « révolution » par rapport à l'évolution des Halles dans le sens où le mouvement des Halles à l'époque de la naissance du projet, dans les années 70, était d'utiliser un lieu qui n'était pas un lieu culturel mais un lieu symbolique de la commune pour y faire de la culture. À l'époque, Philippe Grombeer s'est beaucoup battu pour l'ancrage du lieu dans le quartier mais, en même temps, il s'est aussi battu pour une reconnaissance du lieu en temps qu'institution. Sans doute, ce deuxième volet du diptyque a pris le pas : la reconnaissance institutionnelle et de là un autre type de travail s'est déployé comme le décrit l'ouvrage des Éditions du Souffle. Les différentes propositions pour désenclaver les Halles (la cafétéria, le marché, etc.), sont de bonnes idées mais c'est un travail énorme et difficile. Il ne faut pas être naïf quant au brassage de population que le projet entrevoit, se côtoyer c'est autre chose que d'occuper ensemble un même lieu. Des lieux complètement ouverts où l'on brasse une population mixte cela fait plutôt peur aujourd'hui, malheureusement.

Mais justement l'ouvrage restitue l'idée du conflit loin de tout lissage c'est-à-dire de, quelque part, pouvoir discuter les désaccords entre cultures ?

Au CBAI nous travaillons tout le temps sur la conflictualité en général et dans nos groupes en particulier. L'interculturel, au départ, ce n'est pas nécessairement de l'harmonie, c'est souvent du conflit parce que les situations d'inégalités ou de différences peuvent être potentiellement explosives. C'est quand on travaille dessus, que l'on se confronte, qu'on essaye de se comprendre, qu'on détermine ce qui est négociable ou pas que quelque chose peut naître. Donc cela doit être bien pensé. La période est propice à la peur et à la méfiance et aussi à la provocation ! Il ne faut pas craindre le conflit mais les difficultés ou les déficits qui empêchent qu'il puisse se déployer de manière constructive. Refuser le conflit, c'est provoquer la violence car beaucoup de citoyens bruxellois estiment avoir raison d'être en conflit avec le monde qui leur est proposé. La culture à cet égard renvoie à ce que certains appellent l'ordre symbolique, c'est-à-dire l'accès à la parole qui permet de dire les « maux » que l'on ressent.

Comment fait-on alors pour enrayer cette fracture, cette rupture c'est-à-dire que les lieux culturels soient aussi des lieux de confrontations, d'échanges, de débats, de résistances, d'autonomie... ?

Je pense que la proposition des Éditions du Souffle est une utopie au sens où il faut tendre vers... Et ce sont plutôt les médiations pour y arriver qu'il faudra bien penser... L'ouverture et l'idée ne suffisent pas, après il faut penser des rencontres qui dépassent les méconnaissances, qui les travaillent. Je préfère la manière indirecte, « à l'occasion de ». Le marché est une bonne idée : les gens se côtoient ou alors avec les jeunes générations, penser à des « faire commun », faire une fresque ensemble, on sait que c'est le faire ensemble et pas seulement « le dire » qui importe.

Et par rapport à une proposition qui est aussi dans l'ouvrage d'instituer une discrimination positive pour la formation des équipes etc. ?

Cela c'est évident... Au CBAI, on n'aurait jamais pensé travailler sur l'objet interculturel avec des équipes non mixtes au niveau des origines sociales, culturelles, etc. ➡

Est-ce que les personnes qui se présentent à l'embauche appartiennent à une diversité? Ou devez-vous pratiquer la discrimination positive pour arriver à l'équipe mixte?
Ce n'est pas évident vu les conditions d'accès en général et l'accès à l'information en particulier. Il faut un peu de discrimination positive parce que même au CBAI, quand nous recrutons, ce sont ceux qui ont facilement accès à l'information sur les emplois ou qui sont dans les réseaux qui répondent à la demande et ce n'est pas nécessairement aussi diversifié qu'on le voudrait. La diversité est présente dans certains secteurs de l'économie sociale, qui fonctionne maintenant avec une population d'origine immigrée. Il y a ce qu'on appelle des « niches ethniques » des secteurs dans lesquels des gens peuvent entrer et développer un savoir faire et il y a d'autres secteurs plus fermés. Dans le monde culturel, ce n'est pas évident même si on a une palette de personnes d'origines différentes. Mais ceci dit, sur le principe, je pense qu'il faut diversifier pour avoir des relais, pour avoir aussi un rapport différent aux publics, cela j'en suis persuadée. Cela peut permettre qu'on le veuille ou non un accès à la culture, aux cultures, au sens noble du terme et au sens large.

Avez-vous entendu parler du nouveau décret des Centres culturels?
Oui le nouveau décret qui demande aux lieux culturels de réaliser une analyse partagée sur leur territoire. C'est très exigeant pour les Centres culturels parce que c'est nouveau. Je pense que c'est positif parce qu'il leur est demandé une analyse de leur environnement et de leur contexte et cela je le trouve indispensable : savoir où ils sont implantés, qui est le public potentiel. Maintenant j'ai l'impression qu'il y a des Centres culturels, qui avant ce décret, développaient déjà cette ouverture, mais d'autres moins et donc cela peut mettre en crise certains Centres culturels qui, sans doute, fonctionnaient, sans se poser ces questions.

Après, on dit « on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs »... Tout à l'heure tu parlais de l'injonction à la participation et à présent, se dire qu'à un moment donné, un lieu culturel qui par son parcours, sa trajectoire, son expérience, se retrouve avec ce diktat-là pour garder son subside et qui s'embarque – avec toutes les maladresses – à mettre les pieds dans le quartier parce qu'il y est obligé... alors que ça devrait idéalement être un parcours empiriste, une expérience critique.
Oui et comme parfois quand on fait des nouveaux décrets, l'orientation, le sens est juste, mais on demande trop et alors cela peut devenir une injonction. Il faut toujours un équilibre.

Je crois que les lieux institutionnalisés sont peu aux prises avec les dynamiques qui se passent dans les quartiers et avec les populations. Par exemple, on constate que la plupart des jeunes « radicalisés » ont échappé aux lieux institués ce qui veut dire que les lieux institués ne les ont pas suffisamment intéressés. Il s'est passé quelque chose. C'est un des indicateurs qu'il y a une fracture entre une certaine jeunesse, une certaine population et les lieux institués. Là-dessus, il n'y a pas de doute et cela nous interroge tous. Le CBAI aussi. D'ailleurs, le CBAI va mener une réflexion stratégique sur ses missions, notre vision, nos expertises... le nouveau contexte nous y invite. On va revoir nos actions prioritaires, on va travailler les questions conflictuelles en dehors et au sein de l'équipe.

Les lieux institués/instituants sont aussi des outils/des « instituts » et il est question de se saisir de cet outil. Que pensez-vous de ce rôle pour un centre comme le CBAI? Comment pouvez-vous jouer des marges et du cadre?
Le CBAI est un hybride parce que nous avons des actions, en première ligne (en contact direct avec le public), et en deuxième ligne (en contact avec les professionnels et les administrations publiques). En 2015 par exemple nous avons formé 600 personnes, toutes formations confondues. Un travail de formation au quotidien aussi bien avec des gens issus de l'immigration que des professionnels qui travaillent avec eux, que des volontaires, que des bénévoles. Dans la formation « d'agent de développement et de médiation interculturelle », on travaille avec des personnes qui ont « affaire à » des jeunes qui n'ont pas de diplôme ou au maximum celui de secondaire supérieur. Ils sont parfois habités par la théorie du complot et disent « je ne suis pas Charlie ». Je dirais que le CBAI est aux prises avec la réalité parce que notre public nous informe de ce qui se passe et on ne peut pas passer outre ces questions.

Par ailleurs, on a depuis 2006 des missions déléguées de pouvoirs publics puisqu'on a une mission d'évaluation du dispositif cohésion sociale et plus récemment d'accueil des primo-arrivants. Là on est plus dans un rôle d'expertise et on essaye de garder une posture entre le monde associatif et l'administration et le cabinet. Nous essayons d'être à l'écoute, d'être l'écho du terrain, c'est une posture parfois inconfortable. On a donc un ancrage et on peut raisonnablement rendre compte de ce qui se passe même si sans doute d'aucuns nous préféreraient davantage groupe de pression que centre d'expertise. C'est une tension constante au CBAI. Alors nous essayons de ne pas être qu'expert et de prendre position quand il le faut.

Vous avez eu des retours de manivelle des pouvoirs subsidiants liés à ça?
Non, parfois il y a des débats, mais nous continuons à être soutenus et nos moyens ne sont pas diminués. Par contre, les moyens des associations le sont et donc nous sommes parfois pris à partie par les associations. Par ailleurs, notre objet, et c'est cela qui crispe, est de travailler avec les professionnels sur ce que c'est, par exemple, un processus de radicalisation. L'administration a besoin d'entendre comment on traite des groupes où il y a un pluralisme convictionnel. Nous avons mené une recherche-action à ce sujet. À cet égard, la proposition de réouverture des Halles ne peut pas se faire sans les acteurs qui sont là depuis longtemps même si ce n'est pas parce qu'on est là depuis longtemps qu'on est pertinent. Il faut une concertation avec le tissu associatif schaerbeekois qui est très actif et le secteur de la cohésion sociale. Il y a un nouveau Bureau d'Accueil pour Primo-Arrivants (BAPA) à Schaerbeek qui s'appelle « Via ». Un autre va s'ouvrir à Bruxelles-ville. Avec ces BAPA, il y a lieu aussi de se concerter.

Mais dans l'ouvrage il y a la question du désir, de l'envie...
Oui, mais dans les associations locales, de première ligne, les situations des personnes sont fragiles et beaucoup de travailleurs sociaux rament aussi, ce n'est pas simple. Mais pourquoi pas rêver? La « réouverture des Halles » nous y invite.

Photomontage, ARCHIVES CBAI

On est bien d'accord. La question spécifique du contexte bicommunautaire à Bruxelles clive. C'est une contrainte qui peut peser quand on travaille dans la multiculturalité. Cette réalité que les lieux culturels passent parfois plus d'énergie à devoir négocier ces aspects-là, qu'est-ce que ça pèse et qu'est-ce que ça peut avoir aussi comme effets?
Lorsqu'on est subsidié COCOF, Fédération Wallonie-Bruxelles, etc., les ponts de collaboration sont difficiles. Ils sont possibles mais pas simples. Au CBAI nous adhérons à une vision proche de celle d'Eric Corijn : la multiculturalité est plus large que l'axe historique – et aujourd'hui dépassé – flamand/francophone. Il ne faudrait pas cliver comme cela. Si je prends la politique d'accueil des primo-arrivants, nous avons défendu, dans nos rapports annuels d'évaluation du dispositif cohésion sociale, une politique régionale, justement afin que le public des primo-arrivants ait accès selon leur souhait à un bureau où ils apprennent le néerlandais ou le français, sans que ce soit clivé. Cela n'a pas été possible jusqu'à présent. Il est question d'une ordonnance au niveau de la COCOM, la Commission communautaire commune, qui rendrait possible une politique régionale mais qui rendrait aussi le parcours d'intégration obligatoire. Ce sont de futures questions de positionnement pour le CBAI. ●

RENCONTRE AVEC LE CENTRE COMMUNAUTAIRE VAARTKAPOEN (VK) À MOLENBEEK

ENTRETIEN AVEC YANNICK BOCHEM (DIRECTRICE) ET CHRISTA NDIKUMANA (COLLABORATRICE CALEIDOSCOOP)

Le Centre Communautaire De Vaartkapoen (Vk) est un des 22 Centres communautaires flamands de la Région bruxelloise. Il est installé depuis 40 ans en plein cœur du Vieux Molenbeek, à quelques pas de la place communale. Un cheminement sensible et inductif d'un lieu naviguant au croisement du social et du culturel, de l'aide individuelle et de l'« empowerment ».

PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANIE D'HAENENS ET CLAIRE SCOHIER, IEB

Atelier affiche avec des habitants de Molenbeek, Molem ma Belle, VK & PTTL, 2015

IEB : Quelles sont les singularités du Vk liées à son parcours historique et à son implantation dans le Vieux Molenbeek ?

Vk : Le Vk[1] s'est installé d'emblée au cœur de Molenbeek. À l'époque, il y avait de nombreuses associations néerlandophones dans le quartier et l'objectif *top down* consistait à créer un espace d'hébergement pour ces structures sans véritable finalité socio-culturelle. C'est ultérieurement que cette dimension a émergé.

Notre salle de concert était construite pour accueillir des compagnies de théâtre amateur mais quand la salle s'est ouverte, les compagnies étaient déjà parties. Nous avons dû réfléchir à une reconversion de l'usage de cet espace. C'est ainsi qu'on s'est embarqué dans l'aventure de la salle de concert puisque le podium était là, en se disant que la musique était quelque chose d'universel. À l'époque, le quartier était particulièrement coupé du centre. La saignée du métro a fait des dégâts. Personne ne venait jamais du centre ville en traversant le canal, ce n'était pas vraiment encourageant.

Vk Concerts a alors développé un profil alternatif, notamment dans l'idée de contrer la tendance à la ghettoïsation : on a décidé de créer une offre culturelle qui accroche les gens qui aiment la musique alternative *underground* tout en tenant compte de la dimension locale. En tant que centre communautaire, nous sommes très sensibles à toutes les dynamiques qui sont présentes dans le quartier et ne cherchons pas à tout prix des projets ambitieux de programmation. Nous ne fonctionnons pas juste comme un Centre culturel. Nous sommes attentifs aux besoins du quartier et au renforcement des dynamiques locales. En ça, nous sommes différent d'un Centre culturel classique.

C'est bien de l'affirmer mais comment faire en sorte que cela ne reste pas fixé au niveau discursif et s'assurer d'une résonnance des pratiques avec les désirs émanant du quartier ?

C'est exact d'autant que la programmation underground du Vk n'est pas vraiment adaptée à la demande du quartier. Un des objectifs premiers de Vk concert était d'attirer un public de l'autre côté du canal. Ce qui a fonctionné. Les gens viennent de tout Bruxelles, même de Flandre et Wallonie, pour nos concerts. Mais dans le même temps, nous étions attentifs aux demandes émanant des riverains.

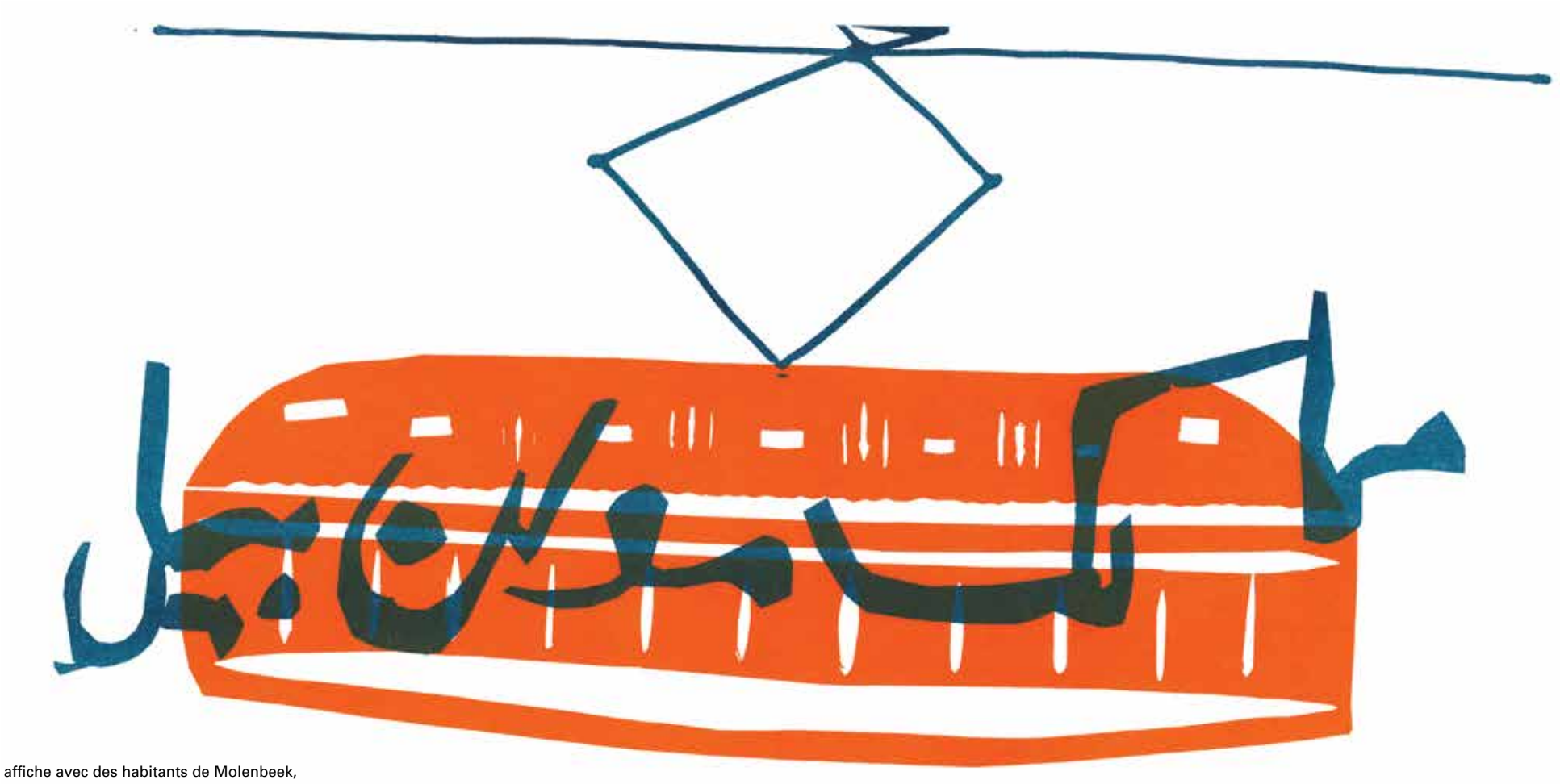
C'est ainsi qu'il y a environ 20 ans, Malika Saissi, une jeune bruxelloise d'origine marocaine, connaissant le responsable du Vk de l'époque, est venue frapper à notre porte. Constatant que de nombreuses mamans aux sorties des écoles n'avaient pas d'espace pour elles où exister à part entière, autrement que comme maman, elle a demandé au Vk de disposer d'un espace pour discuter du quotidien, organiser des cours de cuisine, de couture, d'informatique... Finalement, un programme de cours d'alphabétisation en français, néerlandais et arabe a également vu le jour ainsi que quelques cours de sport et un programme de sortie culturelle. C'est ainsi que Caleidoscoop est né. Ce projet a surtout la force d'être porté par une quinzaine de femmes bénévoles du quartier.

On a des bénévoles qui sont ici depuis 15, 20 ans qui viennent dire : *Voilà, j'ai un projet, une idée est-ce que je pourrais venir le développer ici ?* On s'assoit et on regarde ensemble ce qui est possible, ce qui ne l'est pas. Au final, on sait que même si on ne parle pas la même langue ou qu'on ne dispose pas des mêmes codes socio-culturels, il y a moyen via l'art, la musique, la cuisine... de se rencontrer, de créer un dialogue, de s'entraider socialement et de s'épanouir ensemble.

On pratique également des locations de salles avec des tarifs très démocratiques, favorables pour le quartier. Tout le monde peut utiliser la salle, que ce soit pour une fête privée comme un baptême, un mariage, une petite représentation d'école, ou des groupes artistique qui veulent répéter, tourner un clip... On a vraiment ouvert nos salles à l'usage du quartier mais aussi pour toucher un public qui ne fréquente pas nécessairement Molenbeek.

Considérez-vous dès lors que vous fonctionnez à géométrie variable avec deux « publics cibles », un volet vers l'extérieur et un volet tourné vers le quartier. S'agit-il de dynamiques qui co-existent, qui marchent ensemble ? N'y a-t-il pas des frictions ?

L'important est de créer un espace confortable où les gents se sentent à l'aise et ils grandissent tranquillement, avec une offre très accessible à court terme, mais aussi à plus long terme sans considérer qu'il y a deux publics cibles, un Vk concerts ➡



Atelier affiche avec des habitants de Molenbeek, Molem ma Belle, VK & PTTL, 2015

pour « là-bas » et l'activité de Caleidoscoop pour ici. Au début, les gens du quartier voyaient comme une expérience culturelle un peu étrange le public des concerts devant les portes du Vk. Ils avaient tendance à considérer ce public inconnu comme une nuisance. Un bus partait de la gare du Nord pour déposer le public devant les porte du Vk. Nous avons démarré dans un premier temps toute une réflexion autour du bénévolat pour associer les jeunes à l'organisation des concerts. Donner des opportunités à des jeunes du quartier de s'impliquer comme bénévole au bar et à la sécurité, c'était déjà important mais pas suffisant. Je pense que c'est aussi essentiel qu'ils puissent développer leur propre programmation. Certains ont du talent et restent dans les réseaux informels culturels qui existent ici dans le quartier. Comment les renforcer dans leurs capacités ? C'est quoi notre rôle ? Je pense qu'il nous appartient de voir ensemble comment on réalise ça ? Et notre travail de première ligne peut rendre visible ces capacités.

Quand tu vois tous les habitants ici, il y a beaucoup de gens qui restent dans la précarité, dans des circonstances socio-économiques précaires, l'échec scolaire, le chômage... Ça, c'est une réalité. On doit travailler à partir de là. Proposer du bénévolat, ça ne peut pas être juste : *ah tu peux travailler ici et tu vas apprendre des nouvelles compétences*. On peut aussi soutenir le bénévole dans son propre projet !

Vous fonctionnez en repérant des talents et en leur donnant un appui. Il s'agit de démarches de soutien individuel ou plus d'*empowerment*[2] ?

On tente de dépasser la démarche de soutien individuel ou du travail social classique. À titre d'exemple, dans le cadre de notre projet « Action recherche citoyen », nous avons mis sur pied un salon de thé particulier. Les hommes de Molenbeek sont très visibles ici dans le quartier mais ils ne rentrent presque jamais au Vk. Ils sont toujours sur les terrasses des salons de thé. On a mis sur pied des actions ciblant différents cafés. Il faut savoir qu'en général, les femmes marocaines ne sont pas partantes pour aller voir un spectacle dans un salon du thé. On a créé une programmation dans un salon de thé avec des artistes du quartier, marocains, francophones, arabophones... avec quelqu'un de l'autre côté du canal et on est resté là-bas quelque semaines... Il ne s'agit pas de faire quelque chose d'exotique mais de faire un travail de réflexion et de discussion avec ceux qui sont là. On en discute ensuite avec les femmes de Caleidoscoop. C'est quoi aller au café, comment ça marche ? Une femme au café, c'est quelle identité de la femme ? C'est quoi l'universel ? C'est quoi qui clashe ? On n'accroche pas les gens juste avec un flyer : « Allez viens ! ». Ça prend du temps.

Nos pratiques culturelles et communautaires peuvent s'emboîter les unes aux autres dans un projet commun tout en préservant les singularités. L'idée c'est qu'on puisse chacun se renforcer et finalement diversifier l'offre pour ceux qui frappent à notre porte.

Et si les gens ne frappent pas à votre porte, vous allez les chercher ?

Oui alors , on va les chercher dans l'espace public. On sort souvent de notre infrastructure car elle crée aussi une barrière. C'est à nous de sortir et de faire des projets dans l'espace public et à travailler avec le quartier. C'est le rôle de « Vk Art ». Mais les caravanes, la vie nomade, c'est dur et pas si visible que ça, tu n'as pas d'ancrage, c'est très fragmentaire. C'est la raison pour laquelle on a décidé, par exemple, d'ouvrir un café de quartier un jour par semaine. « Café Quartier », c'est un espace de rencontre, d'expérimentation et de collaborations entre les différentes parties du Vk, entre les travailleurs et les bénévoles, le Vk concerts, les jeunes du quartier, les femmes de Caleidoscoop, les habitants du canal, les autres organisations locales... bref tout le quartier ! Par exemple, au mois de mai, il y a eu le projet Molem Ma Belle sur la place communale : en y restant implantés pendant un mois, nous cherchons à recréer la « copropriété » de l'espace public avec les habitants et les autres associations locales partenaires de l'initiative.

Ne pensez-vous pas qu'il y a un rapport de force dans l'occupation de l'espace ? Pour vous, la gentrification existe-t-elle à Molenbeek ?

Il y a cinq ans, on a tenté de travailler là-dessus parce qu'à ce moment là on a vraiment senti que la gentrification existait. Maintenant, ça s'accélère. Ça passe un peu au-dessus des têtes des habitants, mais on s'est de nouveau demandé : c'est quoi notre rôle ? Comment peut-on informer les gens ? Qu'est ce qu'on fait avec ça ? Le Vk a lui-même un projet de rénovation financé par FEDER où l'on compte créer un jardin, un labo artistique pour le quartier et pour les actions citoyennes. Nous avons mentionné cette question dans notre dossier. On aimerait traiter du sujet avec d'autres associations mais on manque de personnel et de temps. « Café quartier » pourrait être une bonne opportunité pour parler de ce qui change à Molenbeek, de cette question de la gentrification.

Le gouvernement encourage aussi la gentrification avec des projets publics tandis que la cohésion sociale reste la troisième roue de la charrette. Il y a cinq ans, quand j'ai vu le festival Kanal j'ai compris que le public, ce n'était plus les gens qui habitent Molenbeek. Le secteur socio-culturel joue un rôle là-dedans. C'est à nous de prendre l'initiative que ça ne devienne pas quelque chose qui pousse les habitants hors du quartier. Mais notre rôle culturel ne peut pas tout changer, c'est une partie infime dans un grand système qui crée la précarité, l'échec scolaire, tout ça... On n'a pas non plus la prétention de dire qu'on va trouver une programmation qui va répondre à tout le monde. On capitalise sur notre expérience, c'est le processus qui est important. On ne veut pas vraiment installer des formats... on veut rester dans une dynamique de mouvement. ●

1. Aujourd'hui, le Vk se partage en trois activités : Vk concerts (organise les concerts), Vk art (Zinneke Parade et activités dans l'espace public) et Caleidoscoop (activités éducatives et émancipatrices).
2. Voir la définition donnée par David Jamar au début de ce dossier p. 2. Nous insistons sur le fait qu'il s'agit de l'octroi de plus de pouvoir non seulement aux individus mais aussi aux groupes pour agir sur ses conditions sociales, économiques, politiques ou écologiques dans la lignée de son usage par Saul Alinsky.

OÙ PARTICIPER ?

Ce qui semble faire défaut aujourd'hui ce sont des lieux un peu protégés des questions idiotes. « Qu'est-ce que vous voulez ? », demandent sans cesse les dominants d'aujourd'hui, c'est généreux, simplement les réponses sont toujours mal formulées. Du coup ils proposent d'apprendre à bien formuler les réponses… c'est encore plus généreux ! Mais il vaudrait peut-être mieux répondre « Non, merci, sans façon ».

Guillermo Kozlowski, CFS asbl (Université Populaire)

Il y a un peu plus d'un siècle, un gros militaire précédait le Tsar lors de ses déplacements. Il faisait signe à la foule, il agitait son bras, répétant mécaniquement le même geste : il posait sa main sur sa tête et l'enlevait. Il signifiait ainsi à la foule d'enlever son chapeau au passage des puissants. Cet imbécile était une sorte de travailleur social, il leur demandait de participer. Et il avait bien besoin que les gens participent. Pour fabriquer un Tsar il faut, entre autres choses, un peuple qui enlève le chapeau à son passage[1].

Cent ans plus tard « participer » c'est bien, faire que les gens « participent » c'est bien, etc. Comme souvent, le temps de dire « oui, mais… », on est déjà passé à autre chose. Puis, on n'ira pas dire qu'il faut que les gens ne participent pas. Il faudrait être cohérent n'est-ce pas ? Si on veut de la démocratie, si on veut que le pouvoir soit moins autoritaire… il faut intégrer d'autres avis. Si on veut que d'autres avis soient pris en compte, il faut qu'ils puissent être formulés là où ils peuvent être pris en compte, transmis dans les sphères où les décisions sont prises. Pourtant les pouvoirs autoritaires veulent aussi que les gens participent… Sans rentrer dans des querelles de sémiologues, participer veut dire des choses différentes. Ou, beaucoup plus important, participer recouvre des pratiques et des dynamiques historiques très différentes.

1974

Un exemple parmi d'autres … Voici comment, en 1974, Gilles Marsolais, critique de cinéma québécois, décrivait la participation dans l'expérimentation du cinéma direct : *De la part de Jean Rouch, oser faire un cinéma fondé sur la « participation », c'était s'élever contre des mythes solidement établis : a) contre la position janséniste de l'institut de Göttingen, interdisant la participation du cinéaste pour que la camera « objective » n'enregistre que des faits bruts. Cette conception limite au domaine de la technologie la participation de l'ethnographe-cinéaste (…) le cinéaste ethnographe doit connaître le scenario culturel de la cérémonie qu'il veut filmer et repérer les lieux où les événements les plus marquants se dérouleront. Ainsi il pourra effectuer un premier montage pendant le tournage-même, puis lors du montage final, estimer à sa juste valeur un événement et le bien situer par rapport aux autres faits observés, dans la structure globale du film* »[2].

En 1974, participer c'est aller sur place, en s'annonçant, regarder et surtout comprendre une problématique singulière de l'intérieur. Cette position située implique qu'il n'est pas possible de s'abriter dans la technique, qu'il n'est pas légitime d'affirmer qu'on ne fait que son métier en professionnel. Effectuer un premier montage lors du tournage… il n'y a pas un moment pour recueillir des informations et ensuite les traiter. La manière de recueillir les informations est déjà un choix de traitement. Les « faits bruts » n'existent pas, il n'y a pas de séparation entre la manière de produire les informations et le moment de les traiter. Par exemple, dans *Les Maîtres fous*[3] Jean Rouch filme une cérémonie de possession, qui est la manière de penser le colonialisme et ses suites néocoloniales par la secte Hauka au Ghana. Ce rituel est traité comme un ensemble, il ne constitue pas une donnée dont le sens serait produit ou interprété ailleurs, dans un deuxième temps. Le rituel est la manière de participer de cette secte et l'objet du film est de présenter cette pensée en acte dans le rituel, d'où l'appellation de cinéma direct, sans médiation.

Pour s'exprimer en tant que cinéaste, pour dire quelque chose, Jean Rouch allait chercher là où un savoir sur la société était fabriqué. C'est un mouvement centrifuge, fuir la centralité, fuir les positions dominantes depuis lesquelles il n'y a rien à dire, rien à expérimenter, rien à chercher si ce n'est le confort. Participer c'est, quelle que soit sa place de départ, devenir soi-même minoritaire, partir à l'aventure. Devenir minoritaire à la fois dans le propos énoncé et dans la forme. Lors de la sortie des *Maîtres fous* (le film a été très mal accueilli dans un premier temps), on n'a pas reproché à Jean Rouch une prise de position anticolonialiste, on lui a reproché de critiquer le colonialisme et ses suites à partir d'une cérémonie de possession. C'est loin d'être un détail. On aurait accepté sans problème qu'il critique le colonialisme à partir d'un savoir socio-économique occidental. Mais nier l'universalité de ce savoir, le ridiculiser dans sa volonté hégémonique, impliquait de rentrer dans une autre histoire, où il était vraiment question de la possibilité d'une participation des Hauka d'égal à égal.

1980

Quelques années plus tard, dans les années 1980, lors de cette période que Félix Guattari appellera *Les Années d'hiver 1980-1985*, il y aura un renversement massif. Désormais participer est plutôt un mouvement centripète (qui tend à rapprocher du centre), chercher une place pas trop éloignée de la norme, demander à cette norme d'être plus tolérante avec ceux qui font des efforts pour s'en rapprocher. On propose désormais aux ouvriers de participer à l'entreprise, par un intéressement aux résultats économiques par exemple. Participer se rapproche plus de la question néolibérale[4] de « l'égalité de chances » : la concurrence doit être la plus étendue possible. On reconnaît que les travailleurs ont des savoirs utiles, mais ces savoirs sont dépolitisés, ils ne mènent plus vers l'autogestion mais fonctionnent comme un Capital Humain. Participer n'est plus une joie, devient un effort que les minoritaires doivent réaliser. Effort d'activation non facultatif, parce que désormais les marginaux sont un coût en terme de capital humain pour la société entière. Alors prendre la parole n'est plus un acte de libération, mais une compétence transversale exigée depuis l'école maternelle jusqu'à la maison de retraite, en passant par l'assurance chômage ou l'entreprise. « Parlez ! », et « Faites parler », le bavardage permanent est une des modalités que prend le pouvoir.

On fait parfois comme si les gens ne pouvaient pas s'exprimer. Mais, en fait, ils n'arrêtent pas de s'exprimer. Les couples maudits sont ceux où la femme ne peut pas être distraite ou fatiguée sans que l'homme dise « Qu'est-ce que tu as ? Exprime-toi… », et l'homme sans que la femme…, etc. La radio, la télévision ont fait déborder le couple, l'ont essaimé partout, et nous sommes transpercés de paroles inutiles, de quantités démentes de paroles et d'images. La bêtise n'est jamais muette ni aveugle. Si bien que le problème n'est plus de faire que les gens s'expriment, mais de leur ménager des vacuoles de solitude et de silence à partir desquelles ils auraient enfin quelque chose à dire. Les forces de répression n'empêchent pas les gens de s'exprimer, elles les forcent au contraire à s'exprimer. Douceur de n'avoir rien à dire, droit de ne n'avoir rien à dire, puisque c'est la condition pour que se forme quelque chose de rare ou de raréfié qui mériterait un peu d'être dit. Ce dont on crève actuellement, ce n'est pas du brouillage, c'est des propositions qui n'ont aucun intérêt.[5]

Ce texte de Deleuze date déjà de 1985. Des choses ont changé depuis mais, en même ➡

temps, beaucoup d'idées qu'on nous présente comme des trouvailles y étaient déjà. En tout cas, peut-être que cette idée simple, arrêter de demander en permanence *Qu'est ce que tu as?* est à retenir. Permettre aux gens de s'exprimer paraît politiquement quelque chose de très intéressant, voire d'indispensable. Pourtant, déjà dans le fait de permettre, d'accorder ceci comme droit, ou d'une certaine manière comme un devoir, il y a quelque chose d'un peu suspect.

Participer consiste de plus en plus à parler, répondre à des questions, à fournir des informations qui seront traitées par ailleurs, depuis un autre point de vue : objectivées. Objectiver tout en permanence pour qu'aucun sujet n'émerge. Regarder tout avec un savoir abstrait, pour qu'aucun savoir pratique sur le pouvoir ne se développe. La participation est de plus en plus transitive (par opposition au direct dont on parlait dans le paragraphe précédent). Parler aux instances du pouvoir à travers toutes sortes de concertations participatives, dont le rôle principal est la mise en forme de ce qui est dit. Mise en forme en terme de langage, de temporalité, de représentativité des acteurs, de mode de financement, de délais d'implémentation, etc. Bref un cadre qui fait en sorte qu'il n'y ait pas trop de place pour des cérémonies de possession Hauka dans les parages, et qui par ailleurs se propose de traduire, si besoin, ces éventuelles cérémonies en langage administratif.

AUJOURD'HUI

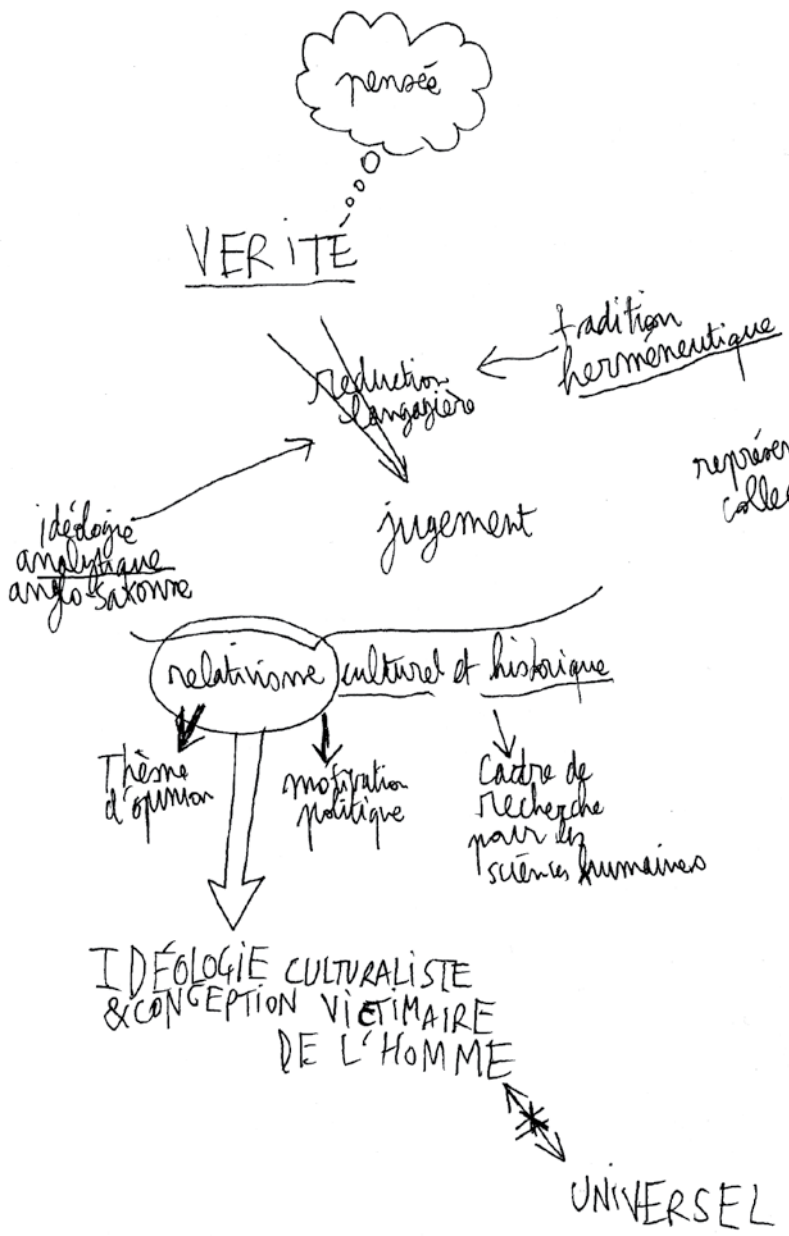
En ce sens, peut-être qu'aujourd'hui, plutôt que des lieux d'expression, il faudrait des lieux de recherche, qui décideraient eux-mêmes s'il faut à un moment donné parler, comment le faire et à qui s'adresser, mais aussi qui décideraient de ne pas s'ouvrir si cela n'est pas nécessaire, si l'ouverture n'aide pas ou même nuit à la recherche. Des lieux où on peut rester en silence éventuellement, mais surtout des lieux où il n'est pas indispensable d'avoir un projet. Du moins dans la version actuelle de projet, où il y a une mise en forme : des dossiers, une gestion extérieure de la temporalité, la recherche d'un public cible, un style de publicité, un cadre, une manière utilitariste d'évaluer les choses. Des lieux pour travailler ses propres questions à sa manière. Des lieux ou le lieu-même, comme l'ensemble du cadre de la recherche, font partie de la recherche.

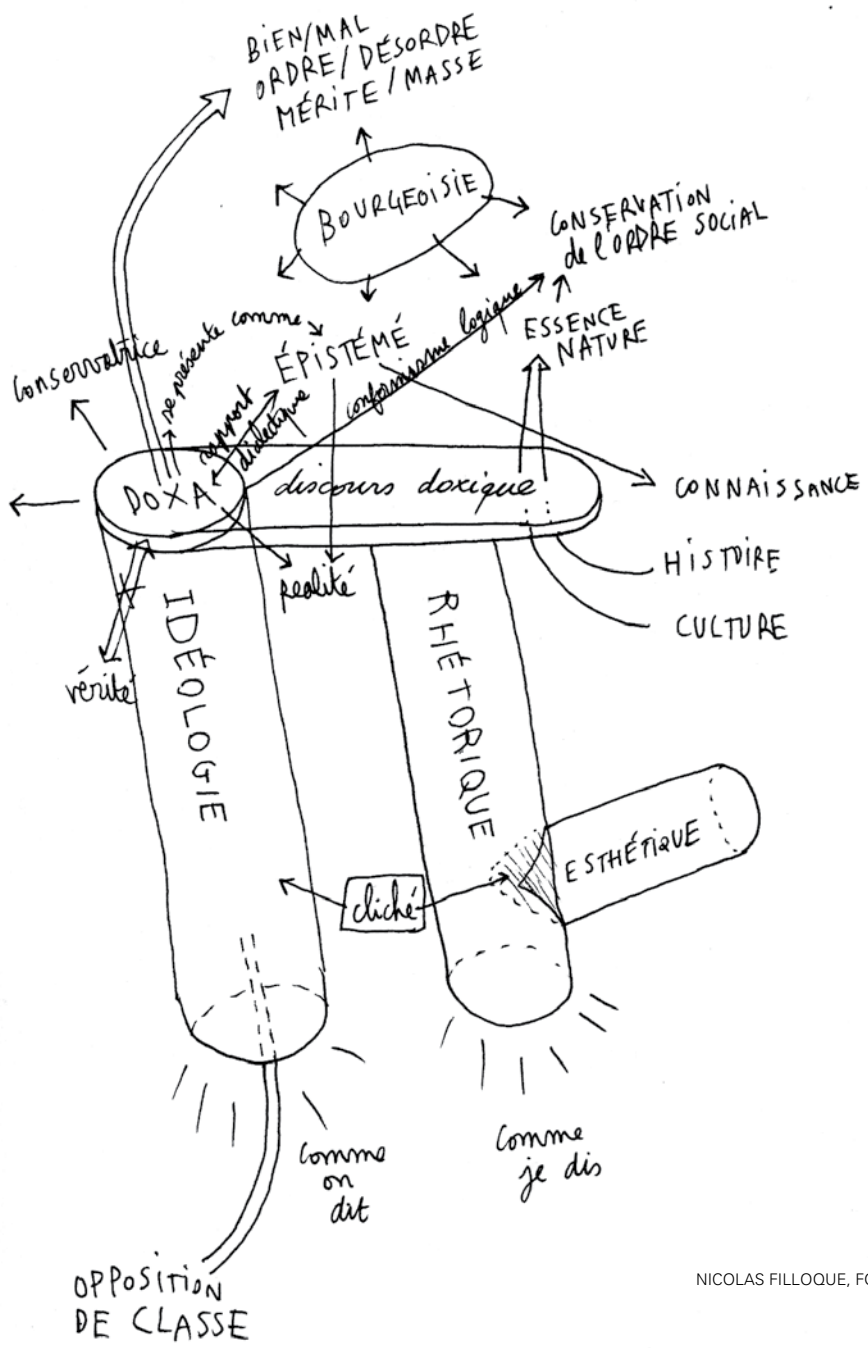
Participer, ne veut pas dire grand chose, on participe toujours... d'une manière ou d'une autre. Ce qui change est le type de savoir que l'on prend en compte dans chaque cas et ce que peut chacun de ces types de savoir. Par exemple : l'une des principales contraintes posées par les pouvoirs publics est celle de déterminer des « publics cibles » pour chaque subside, c'est loin d'être anodin parce qu'on dessine les acteurs sociaux suivant le savoir des gestionnaires. Il est par ailleurs significatif que travailler avec des publics cibles est relativement admis, alors que n'importe quel travail en groupe « non mixte » soulève des vagues d'indignation. La différence entre les deux est que dans le premier cas c'est le pouvoir qui choisit selon ses critères. Tandis que dans le cas des groupes de non-mixité, il est question de ce qui n'est pas représenté, de ce qui n'est pas représentable. Il s'agit ici de frontières internes à notre société que le pouvoir ne veut pas voir, et des points de vue minoritaires qui peuvent produire des savoirs sur le fonctionnement du pouvoir.

Plutôt que des lieux qui posent un cadre propice à la représentation, des lieux pour les questions qui nous inquiètent. Et la fabrication de savoirs qui nous soient utiles pour ces questions.

Mais la question ne peut pas être revenir à la « bonne » définition, ni même, d'ailleurs, revenir à quoi que ce soit. Pour que les choses soient comme en 1974, il faudrait que l'ensemble du monde soit comme en 1974. La question est plutôt comment politiser les lieux aujourd'hui ? Comment introduire des questions minoritaires ? Comment travailler ces questions-là ? Qui et comment se définit le cadre ? Ou dit autrement : qui et comment se posent les questions ? Même le nom de ces lieux devraient peut-être rester un peu vague pour le moment. Laisser ces lieux trouver chacun leur nom, les faire moins repérables. Gilles Deleuze parle de lieux de silence, ça a au mois l'avantage d'être simple, c'est juste une question, ce n'est pas un programme. ●

1. Cette scène a été filmée par Alexandre MEDVEDKINE, elle est reprise au début de *Le Tombeau d'Alexandre* de Chris MARKER (1992).
2. MARSOLAIS Gilles. *L'aventure du cinéma direct*, Éditions SEGHERS, 1974, p173.
3. Le film est facilement trouvable sur internet.
4. On retrouve cette idée notamment chez le prix Nobel d'économie Theodore SCHULTZ, dans son célèbre article de 1961 « Investment in Human Capital », *The American Economic Review* Vol. 51, No. 1 (Mar., 1961), pp. 1-17.
5. DELEUZE, Gilles. « Les intercesseurs », *L'Autre Journal* N°8 octobre 1985. Repris dans *Pourparlers*, Éditions de Minuit, 1990, pp. 165-184.





NICOLAS FILLOQUE, FORMES VIVES.

RENCONTRE AVEC NORDINE SAÏDI
MEMBRE FONDATEUR DE BRUXELLES PANTHÈRES

Bruxelles Panthère(S) se veut être un espace de réflexion autonome de tous ceux qui veulent s'engager dans le combat contre les inégalités raciales qui cantonnent les immigrés et leurs enfants à un statut analogue à celui des indigènes dans les anciennes colonies. Son objectif prioritaire est de faire converger, au sein d'une même dynamique antiraciste et décoloniale, l'ensemble des espaces de résistances que se donnent les habitants des quartiers populaires de Bruxelles.

ENTRETIEN AVEC MARIANNE VAN LEEUW-KOPLEWICZ, ÉDITIONS DU SOUFFLE

Manifestation pour Gaza 2014, Gare du Midi © KARIM ZIANI,

Marianne Van Leeuw-Koplewicz : Un grand Salam. On ne va pas jouer la distance feinte. C'est parce que j'ai une très grande estime pour toi et pour l'action de Bruxelles Panthères que tu ne pouvais pas manquer dans un BEM dédié à la Culture avec un grand C et dont le point de départ est la proposition de *Réouverture des Halles de Schaerbeek*. Il s'agit aussi de rendre hommage à tous les bénévoles de Panthères.

Je me souviens que tu étais très enthousiaste pour « Réouverture », livre qui n'aurait pu être conçu sans les exigences qui sous-tendent vos actions. Tout comme l'idée des pôles, pensés comme autonomes les uns par rapport aux autres, doit énormément à Houria Bouteldja (que vous avez invitée plusieurs fois) et au terme « d'agendas différés », concept clef dans le projet des Halles. En résumé, tu irrigues les Éditions depuis un certain temps et ce projet en particulier. Aurais-tu envie de revenir sur ce livre ?

Nordine Saïdi : J'ai beaucoup aimé le livre avant de le lire, car il est beau, il est original : un cahier de croquis d'architecte qui invite à être lu. Ensuite, la présentation d'un lieu ouvert, qui appartient aux personnes qui l'habitent, c'est révolutionnaire et donc j'accroche. Au fur et à mesure, ce livre me parle directement. Il est blindé de références qui me concernent, la parole est aux Bruxellois(e)s, aux frangins et aux frangines. Il décrit le lieu de nos projets.

Dans les différents pôles annoncés, il y a le pôle artistique, « Snowden » et le pôle colonial et post colonial, nommé « Abdelkrim, Lumumba, X et Rosa ». Pas besoin de développer plus pour voir que ça correspond à l'orientation politique de Bruxelles Panthères. Aujourd'hui, je l'appellerais tout simplement le pôle Décolonial. Finalement, ce qui est super avec le livre, c'est que nous avons déjà les plans de nos futurs lieux à Bruxelles, et ça nous épargne combien de temps, d'énergie, d'argent ? Je suis surpris quand je découvre en fin du livre la signature de l'auteure, merci Marianne.

M. : Tu représentes un espace culturel important et pourtant tu n'as ni moyens, ni lieu. L'endroit à Bruxelles qui met à disposition des espaces de la façon la plus démocratique est le Pianofabriek[1] – et aujourd'hui le Space[2]. Comment expliques-tu cela ? Et pour vos rendez-vous, tu vois le futur comment ?

N. : Je ne sais pas si on représente un espace important, mais c'est vrai que nous avons organisé pas mal de rencontres intéressantes avec pas grand-chose comme budget, c'est-à-dire zéro euro de subside public. Que ce soit nos rencontres sur l'Islamophobie, la Négrophobie, la Romophobie, les violences policières... Je crois que ça a été plus facile de le faire au Pianofabriek parce qu'ils sont flamands. Ça me donne l'occasion de les remercier pour ce qui est devenu une vraie collaboration avec ce Centre culturel. Je crois que pour les néerlandophones, les concepts de Blanc et Non Blanc sont plus facilement compréhensibles vu leur familiarité avec les études anglophones où ils existent depuis très longtemps. Il n'y a eu aucune méfiance de leur part et je tiens à le signaler car c'est très rare.

M. : Quand et comment débute Bruxelles Panthères ?[3]

N. : Les Bruxelles Panthères viennent à la suite du parti Égalité[4], fondé en 2008. La plupart des membres fondateurs sont des anciens d'Égalité. En 2008, c'est les frappes sur Gaza. À ce moment-là se constitue une organisation politique autonome, issue des quartiers populaires, qui tiendra 4 ans. En juillet 2012, Khalid Derouich[5] et moi, on se rend en France pour travailler à un texte intitulé « Convergence avec nous-mêmes ». « Nous-mêmes », c'est Égalité à l'époque, la Brigade Anti-Negrophobie, le Parti des Indigènes de la République. Ce texte qui pose les fondations d'une convergence avec nous-mêmes d'abord, que j'assume et que je signerais encore aujourd'hui, a été mal reçu ici en Belgique. Entre autres par une partie d'Égalité, parce qu'il parle de domination ➡

blanche au niveau planétaire. On est alors en 2012 et ça fait encore débat. Ce texte est mal perçu sur une question de pouvoir et sur une question d'orientation. Donc je quitte Égalité, notamment avec Khalid, sans faire trop de bruit, et on pose les fondations de ce qui devient Bruxelles Panthères, et qui assume dès le départ (ce qui est pour moi l'échec d'Égalité) la constitution d'une organisation indigène politique décoloniale avec des références du Sud, qui parle de convergence d'abord avec les noirs, les roms, les personnes issues des quartiers populaires, et où la question de la convergence avec l'extrême gauche est présente. oui, mais sans être prioritaire contrairement à l'obsession de certains.

M. : Et qu'est-ce qui déplait à Égalité ?

N : Depuis 2012, les lignes ont bougé, mais à l'époque quand je disais *les Blancs*, il y avait une levée de boucliers pour dire *mais c'est quoi ce terme honteux de Blancs*. On était trop dans une version égalitaire de Bruxelles, qui ne prenait pas en compte le rapport de domination qui se traduit par un racisme d'État.

M : Ils ne comprenaient pas que tu disais *blanc* en termes de construction sociale…

Khalid Derouich : Ce qui a dérangé, c'est que le texte soit signé par des organisations qui se revendiquent non blanches.

N : Pour moi, assumer ce texte ne trahissait pas du tout les militants d'Égalité. C'était et c'est tout à fait ce que je pense être depuis 2008. Pour moi, Égalité était une organisation non blanche, et il n'avait jamais fallu expliquer que les blancs étaient les égaux des « bougnouls ». Devoir expliquer ça ou devoir le formaliser, pour moi, c'était hallucinant. C'était voir le monde comme si nous avions le pouvoir de décider si la société est raciste ou pas.

M. : Aujourd'hui les membres de Panthères sont en parfaite amitié, collaboration et fraternité avec beaucoup de membres fondateurs d'Égalité qui, je pense, intègrent actuellement la question de la domination blanche et du racisme structurel. Pour préciser, ce qui caractérise les Panthères serait de ne pas avoir d'agenda politique, pas d'attente à l'égard de la politique représentative : vous allez directement faire du terrain, des actions…

N. : On est 100 % dans l'action. On ne pense pas aux échéances électorales pour le moment. Égalité était aussi pour l'action à 100 %. Et les Bruxelles Panthères n'ont jamais dit qu'elles ne participeraient jamais aux élections. Si on doit s'appeler Bruxelles Panthères Party à un moment donné, pourquoi pas.

M. : Si je pose cette question, c'est qu'une caractéristique de Bruxelles Panthères est d'être partout dans Bruxelles, là où l'action le demande. Vous ne restez pas dans une commune ou un quartier. Vous êtes des grands représentants de Bruxelles en termes de prise d'espaces publics et tout cela sans subside.

N. : On ne prétend pas représenter Bruxelles, tout au plus les habitants des cinq communes les plus pauvres de ce royaume. On se fait la voix de ceux qui savent qu'ils vivent dans la région la plus riche, mais qu'ils sont les plus pauvres. De ceux à qui on n'a pas besoin de présenter des études pour leur confirmer qu'il existe bien une discrimination quand on est issu de l'immigration marocaine, turque, ou congolaise et plus encore quand on est une femme musulmane qui porte le voile. De ceux pour qui la police n'est pas une force de l'ordre, mais une force d'occupation. Oui bien sûr, on est des individualités, on est des personnes, mais surtout et avant tout des frères. On ne calcule pas, même si certains croient le contraire vu de l'extérieur. On parle surtout entre frères. On ne va pas laisser un vide politique sur la question du racisme d'État. On se construit entre nous sans vouloir voir trop grand.

K. : Les personnes qui composent Bruxelles Panthères se complètent.

© SADRI KHIARI, fondateur des Indigènes de la République et bédéiste

N. : Sans vouloir être exhaustif, on a des Bruxellois issus de l'immigration, des Bruxellois de quartiers blancs convertis à l'Islam, des immigrés en Espagne puis immigrés à Bruxelles, des Marocains, des anciens gauchistes, des gens qui ont grandi au Maroc et qui vivent ici. Notre grande particularité est de ne pas vouloir atteindre 10 000 membres. On ne veut pas que toutes les petites organisations se fédèrent autour de Bruxelles Panthères. Contrairement à la gauche, on ne veut pas pousser les petites associations à se dissoudre dans un grand groupe. On veut renforcer toutes les petites organisations racisées à continuer leur combat sur leurs priorités à elles et qu'à certains moments, on marche ensemble. On soutient à 100 % l'asbl Change, on soutient à 100 % le collectif Mémoire Coloniale, etc. Ça nous permet, par exemple, de ne pas devoir étudier la question de la négrophobie car Mémoire Coloniale le fait très bien. Ce sont nos frères, on peut très bien les suivre sur ce point-là.

M : C'est ce que Isabelle Stengers appellerait un savoir situé.

N : Moi, j'appelle ça la confiance en nos frères.

M. : Ce n'est pas non plus une confiance béate…

N. : Non, c'est une réelle confiance en nos frères et sœurs.

Il faut se rappeler qu'à l'époque d'Égalité, les membres étaient considérés comme les pires criminels. Politiquement, on était les islamo-gauchistes – représentés par la figure de Nordine Saïdi parce qu'on doit toujours personnaliser un mouvement pour le criminaliser. Ces mêmes « criminels » vont fonder une autre organisation ! On est déjà parti sur une étiquette de racistes anti-blancs et compagnie. Aujourd'hui on sait que celui qui va parler de racisme anti-blanc est tout de suite ridiculisé. On a déjà gagné des batailles idéologiques. On ne pourra plus jamais faire sans nous. Ça c'est sûr. En 2008, on a semé des graines, un vent s'est levé et les graines germent, chacune à son rythme. Je suis certain qu'à un moment germera celle d'une organisation politique issue des habitants de quartiers populaires et qu'elle sera décoloniale ou ne sera pas. Ce que je vois aujourd'hui avec la gauche dite « radicale » et qui est en partie au pouvoir, me le confirme. Je pensais juste que ça prendrait plus de temps.

M. : Quelles sont les dates importantes ?

N. : C'est surtout 2008. Gaza. Quand ces criminels du gouvernement belge ont fermé les yeux sur les massacres qui se passaient là-bas, « nègres de maison » inclus…

M. : Je me souviens d'une manifestation que vous avez portée, qui était très émouvante parce qu'il y avait énormément de monde, surtout beaucoup de familles avec des enfants… ce sera en 2012.

N. : 2008 contre les massacres à Gaza, on est déjà beaucoup d'indigènes issus de l'immigration à sortir dans les rues et à faire la procession Nord-Sud. Quelques jours après, sort la carte blanche signée par Manuel Abramowicz etc. « Le pouvoir aux barbus ». Tout à coup, certains se sont rendus compte qu'il y avait plus de « bougnoules » dans cette ville qu'ils l'imaginaient. Ils ont eu peur, les gars, et ils ont fait peur à beaucoup de monde malheureusement. Ces mecs ont fait la *Fitna*[6] dans le mouvement anti-raciste. Pour moi, ils sont responsables de la mort de l'anti-racisme politique et donc aussi de la montée du discours islamophobe décomplexé. En 2012, face aux massacres à Gaza, on ne voit rien venir. Khalid et moi, on se dit que ce n'est pas possible ; on ne peut pas laisser les choses comme ça ; et on invite des organisations à lancer un appel avec des revendications, dont celle qui a causé beaucoup de problèmes : « soutien total à la résistance du peuple palestinien ». Là, beaucoup d'organisations nous ont dit : *on ne peut pas signer pour ce truc-là*. On a vécu l'inquisition. On a été accueilli avec toutes les autres organisations pro-palestiniennes, elles nous ont dit que la manifestation était très bien, qu'il fallait la faire, mais qu'il y avait un problème : on nous a demandé d'ajouter *soutien aux pacifistes israéliens*, et même qu'on devait dire qu'on n'était pas antisémites ! ➡

Vendredi 10 Janvier 2014 Présentation du livre de Nadia Henni-Moulaï *Petit précis de l'islamophobie ordinaire*. Lundi 27 Janvier 2014 Introduction à l'histoire des Black Panthers, MOVE, Mumia-Abu Jamal et le système carcéral aux États-unis. Février 2014 Rencontre avec Clara Sabinne. Vendredi 07 Mars 2014 Rencontre avec Lollia Franco (porte parole du collectif/brigade anti négrophobie), présentation du livre publié par ce collectif *Autopsie de la négrophobie*. Avril 2014 Rencontre avec Matthieu Renault, auteur de *Frantz Fanon. De l'anticolonialisme à la critique postcoloniale* (éditions Amsterdam), contributeur de *De quelle couleur sont les Blancs ?* (La Découverte), postfacier de la réédition de *Douze ans d'esclavage* de Solomon Northup. Mai 2014 « Décoloniser L'Histoire » : rencontre avec Ramón Grosfoguel, Professeur d'Ethnic Studies à L'Université de Californie à Berkeley. Vendredi 25 juillet 2014 L'ambassade de Bolivie à Bruxelles organise un *iftar* (repas rupture de jeûne) en l'honneur de la Palestine. Les Panthères de Bruxelles et le PIR y sont cordialement invités (voir : *https://bruxellespanthere.thefreecat.org/?p=2225*). 14 décembre 2014 « Combattre l'islamophobie : une bataille pour les droits civiques ! » Février 2015 Commémoration du cinquantième anniversaire de la mort de Malcolm X, en collaboration avec Change asbl et de nombreuses autres organisations : journée sur le Panafricanisme. Avec la participation de Soiresse Njall Kalvin Amzat Boukari Jean-Charles Coovi Gomez. Septembre 2015 en collaboration avec le Mouvement Citoyen-ne Palestine et Le Space : rencontre avec Ben White autour du livre *Être Palestinien-ne en Israël* (voir : *http://benwhite.org.uk/*). Dimanche 13 décembre 2015 Meeting Contre l'état d'urgence, l'islamophobie et la poursuite de la guerre (voir : *https://bruxelles-panthere.thefreecat.org/?p=2626*). En collaboration avec Together For Dignity, Azira's Way, ESG (Engagés, Solidaires & Généreux) asbl, Comité FreeAli, Prisoner's Family & Friends Association, Collectif Présences Noires, Les Éditions du Souffle, Migrations et luttes sociales, L'Usine à Vapeur, L'Encre Des Voilées, Inaya asbl, FEWLA, Pianofabriek, System_D, Dafayow, DIP (Dichiariamo Illegale la Povertà) – *http://www.banningpoverty.org*, Muslims Rights Belgium, ZIN TV, European Muslim Network, Change asbl, Burger Opstaand – Citoyen Debout, Solidarity for All, LCR-SAP, Nouvelle Voie Anticoloniale (voir : *https://bruxelles-panthere.thefreecat.org/?p=2626*). Vendredi 03 juillet 2015 Bruxelles Panthères est invité à un *iftar* en solidarité avec nos Frères et Sœurs de Palestine à l'ambassade du Nicaragua (voir : *https://bruxelles-panthere.thefreecat.org/?p=2535*). 14 Février 2016 Meeting Stop a l'État de guerre : comprendre et réagir (voir : *https://www.facebook.com/Plateforme-Stop-%C3%A0-l%C3%A9tat-de-guerre-148056242229889/*). Lundi 22 Février 2016 Rencontre avec Matthieu Renault pour son livre consacré au philosophe et historien trinidadien CLR James. Vendredi 6 mai 2016 Le sionisme expliqué à nos frères et à nos sœurs, par Youssef Boussoumah (voir : https://*www.facebook.com/events/calendar?adjusted_ts=1462518000&open_popup_on_init=1*). Samedi 7 mai 2016 Rencontre-discussion avec Houria Bouteldja (voir : *https://www.facebook.com/events/calendar?adjusted_ts=1462604400&open_popup_on_init=1*). Jeudi 26 mai 2016 En collaboration avec Le Space et le Mouvement citoyen-ne Palestine : les conversations de Noam Chomsky et d'Ilan Pappé rapportées par Frank Barat. Samedi 11 juin 2016 Participation à Paris Ftour Debout : De Saint-Denis à Molenbeek, résistance et dignité (voir : *https://www.facebook.com/events/calendar?adjusted_ts=1465628400&open_popup_on_init=1*).

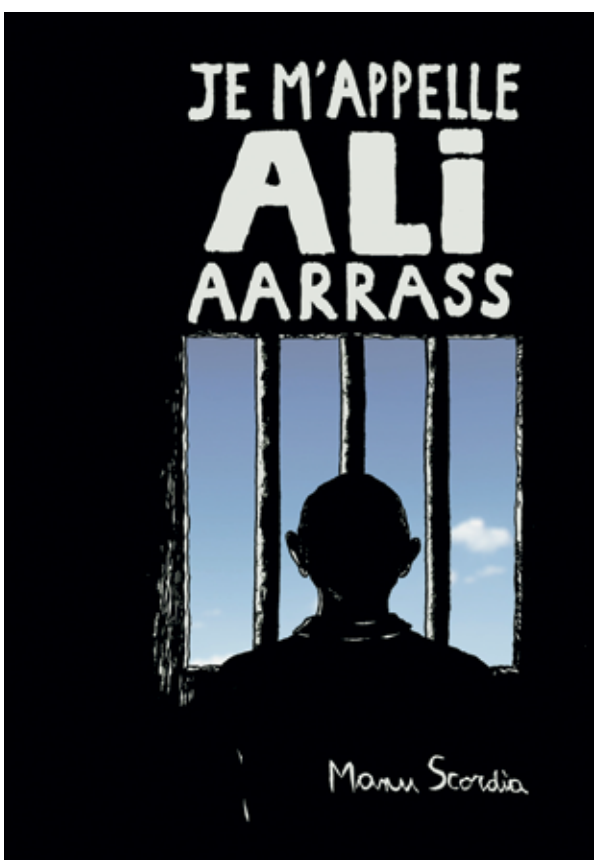
M. : En 2008, le point positif, c'est voir qu'à Bruxelles, il y a des militants et pas seulement des consommateurs et des travailleurs issus de l'immigration ; les « nouveaux belges » qui rasent les murs. C'est un moment historique, ce nombre. Le point négatif, c'est qu'il n'y avait aucune joie.
N. : Moment historique certainement. Politiquement, je me rends compte que notre seule force, c'est nous. Ce ne sont pas ces organisations dont la direction est blanche (ABP, UPJB, CNCD-11.11.11, CNAPD...) et qui nous font pleurer les morts palestiniens dans la procession Nord-Sud qui vont changer les choses. En 2012, au début des attaques, on a été très patients, il y avait plein de demandes pour organiser un événement, pour montrer notre solidarité et comme rien ne se faisait, on a lancé un appel que personne n'a voulu signer parmi les structures officielles. À ce moment-là, il y a eu un boycott à l'égard des gens des quartiers populaires dont nous étions le porte-voix. Ce jour-là, ils n'ont pas fait confiance au peuple bruxellois. Ils se sont dits : *on doit faire notre manifestation, on ne peut pas laisser ça dans leurs mains*. Effectivement, ils ont fait une autre manifestation une semaine après...[3]
M. : J'y étais, je sais où est ma place (rires). Mais il y avait beaucoup moins d'énergie et de monde... Après avoir marché avec toutes ces familles, c'était triste de ne se retrouver qu'entre militants.
N. : Ce dont ils ne se sont pas rendu compte, c'est que le Khalid et le Nordine qu'ils avaient devant eux représentaient déjà la réunion d'une quarantaine ou une cinquantaine de personnes. En tout cas, ils n'ont pas voulu entendre qu'on ne parlait pas en notre nom seulement, mais qu'on représentait beaucoup de gens dégoûtés par ces massacres et qui avaient décidé de faire quelque chose. Pour organiser la manif, j'ai vu les frères et sœurs, je leur ai dit que les grosses organisations ne voulaient pas signer, et on s'est dit *on continue*. Chacun a fait son boulot. 50 personnes se sont dit *on va faire intervenir toute notre famille*. C'était une manifestation magnifique. Entre 10 000 et 15 000 personnes qui scandaient « soutien total à la résistance du peuple palestinien ». C'est plus en ça qu'elle est inoubliable : sur la base des slogans, pas du nombre.
M. : Et on peut dire que 90 % des personnes présentes, c'étaient des familles.
N. : C'est normal. Quand tu veux réunir 15 000 personnes, il faut qu'il y ait des familles.
M. : On considère qu'une manifestation est politique quand elle réunit les familles, des simples citoyens. S'il n'y a que des militants, c'est un acte de militance.
N. : Certain(e)s se disaient qu'on était qu'entre nous, entre « bougnouls ». Moi, je demande où étaient les blancs. Quand les Palestiniens ou les gens du Sud crèvent par milliers ou millions, où sont les blancs ?
M. : Est-ce qu'il n'en avait pas plus dans la manifestation organisée après ?
N. : Oui, parce qu'organisée par les gens fréquentables qui disaient *on veut que le massacre s'arrête*, sans remettre en cause l'obligation pour la Palestine d'avoir une position pacifiste.

M. : Comment avez vous fait finalement pour en arriver là ?
N. : On était 50 et on a contacté tout le monde. On a envoyé un mail pour faire la réunion sans annoncer qui serait là. On leur a dit *les gars, c'est la mort là-bas ! Qu'est-ce qu'on fait ?*. La médiatisation a été très mauvaise. On a parlé de 1 500 personnes. On a dit qu'il y avait des casseurs en fin de manif, alors qu'à la fin, la police est venue et nous a félicité pour le bon déroulement. Au final, on a dénombré une seule vitrine cassée à la Gare du Nord, une demi-heure après la fin de la manif.
M. : Au final vous avez été mieux traité par la police que par les médias. Est-ce que tu te souviens lors du rassemblement devant le ministère, tu te disputes avec le journaliste de Télé Bruxelles, avant la manifestation.
N. : Ce jour-là, j'ai rendez-vous avec Yvan Mayeur et l'état-major, je suis avec le bourgmestre, ses assistants et des policiers de la hiérarchie. Ils me demandent de reporter la manifestation d'un jour. Je leur réponds *cette manifestation, c'est vous qui allez la reporter d'un jour, parce que, moi, je ne pourrai pas prévenir 10 000 personnes*. Ils me disent *vous pensez vraiment qu'il y aura 10 000 personnes ?* Et là, je regarde les policiers et je leur dis : *je vous l'affirme, il y aura au moins 10 000 personnes et je n'ai pas envie d'organiser deux manifestations, la mienne et la vôtre. Si vous voulez organiser une manifestation le lendemain, faites-le vous-même, mais moi, je n'annule rien*. Le chef de la police me demande si je peux affirmer qu'il n'y aura pas de casse. Je lui réponds que si je pouvais l'affirmer, je serais à sa place. Et j'ai dû batailler, insister, je leur ai dit qu'il n'y aurait pas d'incidents s'il n'y avait pas de policiers sur le parcours... Il y avait un service d'ordre, mais c'était nous, les mamans et papas.
M. : Ton nom est associé comme celui de nombreux autres à la défense d'Ali Aarrass[7]. Maintenant le front s'est élargi grâce à des supports de toutes sortes, mais cette question de la double nationalité et de la justice à deux vitesses rend encore plus douloureuse la question post-coloniale...

N. : Oui, Ali Aarrass est pour moi le symbole de la domination raciale dans ce pays. Ali Aarrass représente ce qu'est le racisme d'État. Quand on est issu de l'immigration marocaine, donc assimilé à un musulman, on perd non pas sa nationalité, mais son droit même à la présomption d'innocence.

Ali rappelle à chaque non blanc que sa vie et celle de sa famille peuvent être brisées à tout moment. Ali nous rappelle que pour être un Belge à part entière et non un Belge à part, il vaut mieux s'appeler Alain qu'Ali. Nous devons tout faire pour qu'Ali soit considéré comme un prisonnier politique. Ali est notre Mumia Abu Jamal, Leonard Peltier, ou tout autre prisonnier politique coupable d'être « indigène ». ●

1. Centre communautaire flamand de Saint-Gilles.
2. Nouvelle maison de production aRtiviste, le lieu se veut être une caisse de résonance, un laboratoire, pour celles et ceux qui cherchent un podium loin des lieux culturels mainstream. Les fondateurs souhaitent démontrer qu'il est possible de créer des espaces où différents groupes de personnes aux identités multiples, hybrides, peuvent tisser des liens et penser en commun leurs luttes émancipatrices.
3. *https://bruxelles-panthere.thefreecat.org/?p=1671*
4. *https://parlemento.wordpress.com/2009/03/24/nordine-saidi-esg-il-est-temps-que-les-enfants-dimmigres-prennent-leur-destin-en-main*
5. Cet autre membre fondateur possède une endurance et un coeur hors norme, spécial big up a Bilal, Khadija, Rachida, et a tout les bénévoles du Space et de Panthère.
6. La *Fitna* : mot arabe se référant au schisme politico-religieux parmi les musulmans mais entré dans le langage courant pour parler de trouble, d'agitation
7. Belgo-marocain, au parcours exemplaire, soupçonné en matière terroriste, Ali Aarras aura presque immédiatement l'entièreté des charges levées par le juge Garçon qui prononça un non lieu. Depuis 2010, lors de son extradition abusive de l'Espagne vers le Maroc (suspendue par le Haut commissariat aux Droits de l'homme), il est régulièrement torturé. Une vaste mobilisation s'est formée comprenant entre autre Amnesty qui n'a de cesse de dénoncer le non respect de son statut de binational et d'exiger une assistance consulaire à laquelle il n'a toujours pas droit. Voir la plate forme *www.freeali.eu* ainsi que la vidéo rassemblant des personnalités qui demandent sa libération immédiate (« Je suis Ali Arras : 2015 »)



Couverture et extrait
de la bande dessinée de l'intégrale
Je m'appelle Ali Aarrass
Manu SCORDIA, Bruxelles, 2016.
Sortie prévue : septembre 2016.

POUR EN SAVOIR PLUS

« Une proposition n'a aucune vocation descriptive, encore moins normative, mais relève de ce que Whitehead a appelé un 'appât pour des sentirs', une manière de susciter des possibles [...] »

Extrait de **La Noce contre Nature du pragmatique et du spéculatif,** Didier DEBAISE et Isabelle STENGERS, août 2016, À paraître.

PÔLE COLONIAL / POST-COLONIAL :

Manu Scordia est auteur de bande dessinée et illustrateur. Il collabore à plusieurs fanzines et projets collectifs. Il est également dessinateur pour divers organes de presse. Il utilise le dessin pour mettre en lumière les travers de la société. Ses thèmes principaux sont le racisme, le (néo) colonialisme, la Palestine, l'exclusion sociale et l'exploitation de manière générale. Il travaille également comme animateur dans une asbl pour les enfants du quartier à Cuesmes dans le Borinage.
Son travail est visible sur son blog: **manu-scordia.blogspot.com**

Marche pour la dignité, 2016, MANU SCORDIA

FREE ALI AARRASS NOW!

http://www.freeali.eu Site de partage d'informations et de vaste mobilistation pour Ali Aarrass, Belgo-Marocain emprisonné au Maroc depuis 2010.

Norman AJARI, **La France blanche d'Alain Finkielkraut**, publié le 11 avril 2014 sur le site des Indigènes de la République. Texte remarquable du philosophe et militant Norman Ajari qui décortique un vaste ensemble de références et d'arguments alimentant le discours xénophobe et islamophobe d'Alain Finkielkraut au moment de son intronisation à l'académie Française.
http://indigenes-republique.fr/la-france-blanche-dalain-finkielkraut/

Les Tweets de Sihame Assbague @s_assbague
Une des militantes les plus actives dans le traitement des informations concernant la violence subie par les post-colonisés.

Les indigènes du royaume Importante base de références en matière de définition des rapports de forces nord-sud et, sur Twitter, une analyse de la politique en tant que susceptible d'influencer la politique chez nous.
http://bougnoulosophe.blogspot.be
@bougnoulosophe

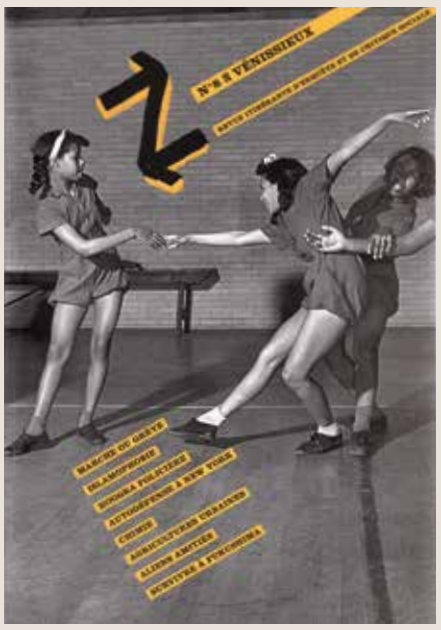
PÔLE ECOLOGIE & RÉSISTANCE

Émilie HACHE, **Ce à quoi nous tenons. Propositions pour une écologie pragmatique,** Les Empêcheurs de penser en rond, 2011, 247 p : (...) En s'attachant à décrire au plus près ce à quoi nous tenons et non à prescrire ce qu'il faudrait faire, sans jamais séparer ce souci moral de ses conséquences politiques, Émilie Hache explore de nouvelles façons de prendre en compte ces différents êtres. Elle propose ainsi une approche pragmatiste des questions écologiques : il s'agit en effet d'apprendre à élaborer des compromis afin de se donner une chance de construire un monde commun, exigeant de ne pas s'arrêter à la question « Qui est responsable ? », mais d'en accepter une autre, bien plus difficile : « Comment répondre ? »

Alain TARRIUS, **Étrangers de passage. Poor to poor, peer to peer**, L'Aube, 2015, 172 p. Le fétichisme de la marchandise inhérent à la globalisation des économies libérales leur offre le rôle d'entrepreneurs commerciaux nomades et cosmopolites à travers les enclaves urbaines ethniques de leurs circulations, suggérant les contours de peuples transeuropéens sans nation. Surtout, cette mondialisation structure des appartenances souvent communautaires, ethniques, religieuses, passant de communautés immigrées en communautés immigrées. Une enquête documentée, passionnante et nécessaire.

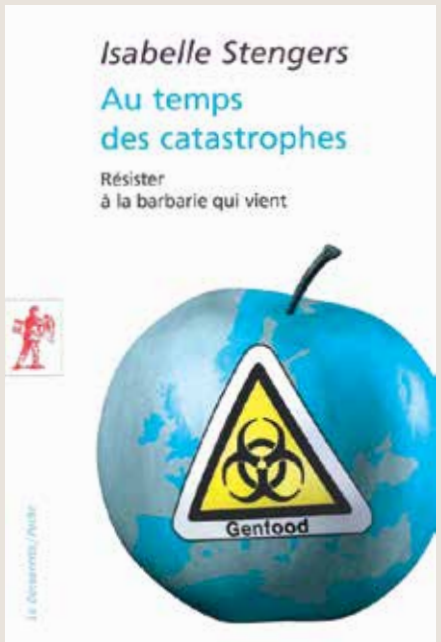
Donna Haraway: Story Telling for Earthly Survival, Fabrizio Terranova 2016. Donna Haraway, éminente philosophe, primatologue et féministe, a bousculé les sciences sociales et la philosophie contemporaine en tissant des liens sinueux entre la théorie et la fiction. Elle s'est fait connaître à partir des années 1980 par un travail sur l'identité qui, rompant avec les tendances dominantes, œuvre à subvertir l'hégémonie de la vision masculine sur la nature et la science. L'auteure du Manifeste Cyborg est aussi une incroyable conteuse qui dépeint dans ses livres des univers fabuleux peuplés d'espèces transfuturistes. Le réalisateur bruxellois Fabrizio Terranova a rencontré Donna Haraway chez elle en Californie. À partir de discussions complices sur ses recherches et sa pensée foisonnante, il a construit un portrait cinématographique singulier qui immerge le spectateur dans un monde où la frontière entre la science-fiction et la réalité se trouble. Le film tente de déceler une pensée en mouvement, mêlant récits, images d'archives et fabulation dans la forêt californienne.

Michel AGIER, **La condition cosmopolite. L'anthropologie à l'épreuve du piège identitaire**, Paris, La Découverte, coll. « Sciences humaines », 2013, 240 p. Dans ce livre, Michel Agier invite le lecteur à reconsidérer les sens et les usages de la frontière, conçue ici comme ce qui nous fait humains en instituant la place et l'existence sociale de chacun tout en reconnaissant celles des autres. Réapprendre à passer les frontières où se trouve l'autre, à les reconnaître et à les fréquenter, est devenu l'un des enjeux majeurs de notre temps.

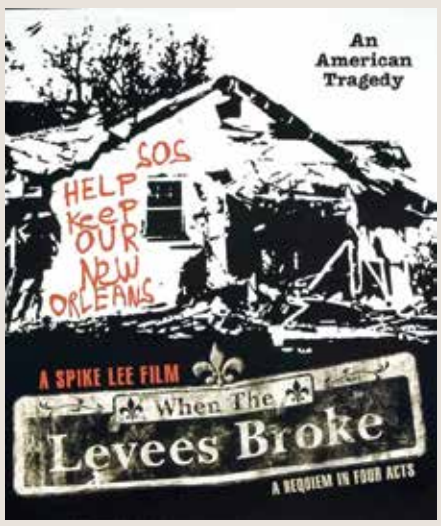


Revue Z, Revue itinérante et d'enquête sociale. n°8 Vénissieux – Eté 2014. Vénissieux, banlieue rouge de Lyon depuis plus d'un siècle, fut la première Zone à Urbaniser en Priorité – ZUP – de France (1967). Le dossier remonte le fil des expériences des habitants des cités HLM (émeutes de 1981, rodéos avec les flics, Marche pour l'égalité et la lutte contre le racisme, guerre d'indépendance algérienne, double peine…). Majoritairement « héritiers de l'immigration », comme s'appellent certains de ceux que les enquêteurs « blancs » ont rencontré ; d'autres habitants se définissent comme des « non-blancs » ou encore des « indigènes ».

SPÉCIAL SUR LA NOUVELLE ORLÉANS, RÉFLEXIONS SUR LE TRAITEMENT RACIAL DES CATASTROPHES ÉCOLOGIQUES.



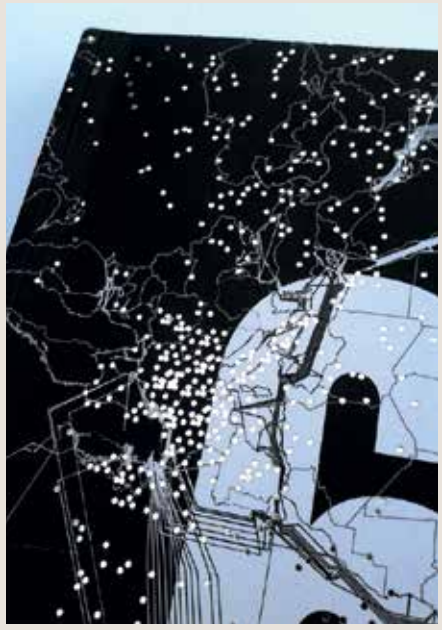
Isabelle STENGERS, **Au temps des catastrophes. Résister à la barbarie qui vient,** La Découverte, 2009, 204 p.



When the Levees Broke: A Requiem in Four Acts, Spike LEE, 255 min, 2006.

Treme, série télévisée américaine créée par David SIMON et Eric OVERMYER, diffusée entre le 11 avril 2010 et le 29 décembre 2013 sur HBO.

PÔLE STRATÉGIES DIGITALES



6l5, Zones sensibles Éditions, Février 2013 – Avril 2014. *Je ne porte pas de costume et les limousines ne m'impressionnent pas. Je ne dîne pas dans des restaurants quatre étoiles. Je ne porte pas de casquette avec le logo de mes employeurs car je n'ai ni tête ni visage, et depuis la crise économique mondiale de 2007 je n'ai cessé d'envahir les marchés financiers.* Une réflexion pointue sur la vitesse de la diffusion des données financières et l'ère du trading sauvage.

https://hackerspace.be/welcome/index.html Hacker Space Brussels (HSBXL) is a space, dedicated to various aspects of constructive & creative hacking, located in Molenbeek. The space is about 300 square meters, there is a little electronics lab with over 9.000 components, a library, and lots of tools. You're always welcome to follow one of the workshops or come to the weekly Tuesday meetings, hack nights or other get-together events.

http://f-lat.org/ F/LAT est un espace où les frontières entre les arts s'estompent, deviennent poreuses et fertiles. Il n'y a à F/Lat aucune distinction entre les différents champs d'expression. Les sujets sont transversaux nous ne nous focalisons pas sur une discipline en particulier ou une catégorie académique. L'enseignement, la recherche, et toutes les techniques et les projets doivent être basés sur des méthodes et des logiciels libres (comme dans « liberté de pensée et d'expression ») et ouverts, utilisants des standarts ouverts.

https://riseup.net/ Riseup fournit des outils de communication en ligne pour les personnes et les groupes qui militent en faveur d'un changement social libérateur. Nous sommes un projet pour créer des alternatives démocratiques et pour pratiquer l'auto-détermination en contrôlant nos propres moyens de communication sécurisés.

PÔLE ARTS & NARRATIONS

Une jeunesse allemande, Jean-Gabriel PÉRIOT, 2015 1h 33min. La Fraction Armée Rouge (RAF), organisation terroriste d'extrême gauche, également surnommée « la bande à Baader » ou « groupe Baader-Meinhof », opère en Allemagne dans les années 70. Ses membres, qui croient en la force de l'image, expriment pourtant d'abord leur militantisme dans des actions artistiques, médiatiques et cinématographiques. Mais devant l'échec de leur portée, ils se radicalisent dans une lutte armée, jusqu'à commettre des attentats meurtriers qui contribueront au climat de violence sociale et politique durant « les années de plomb ».

Office Space, Mike JUDGE, 1h 29', 1999. Peter Gibbons est épuisé par son travail de bureau et tente le tout pour le tout dans le but de se faire licencier. Il multiplie les ruses pour déplaire à ses patrons qui, contre toute attente, lui proposent une promotion… Attention scène culte : *https://www.youtube.com/watch?v=e8TiKG8jPG4*

La plume et le bitume, rencontre avec la rappeuse Casey animée par Emmanuelle Carinos & Benoît Dufau, mai 2016, École Normale Supérieure https://www.youtube.com/watch?v=jJsqvpG6Gfk

Caméra Quartier. Une webserie « drari » sans concession, à partir de tranche de vies de jeunes de Schaerbeek et de deux éducateurs, élégance sans moyen. Prix du festival « Systeme D » 2012-2013.

© ASBL CHANGE

17 Janvier 2015
Suite à la censure de Bozar que le festival « Congolisation » évoque le nom Lumumba à l'intérieur du festival, une action spontanée de contestation s'est constituée dans le hall central.

© MARTIN ROSENFELD

EXPO / BALADES / DÉBAT
10 SEPTEMBRE 2016

USAGES & RÉSISTANCES ORDINAIRES :

Le quartier Heyvaert à Cureghem

De nombreux quartiers populaires proches des centres villes subissent aujourd'hui des transformations conséquentes sans que les habitants et usagers premiers de ces quartiers y trouvent toujours leur compte.

Multiplication de grands projets d'urbanisme, diversification des mouvements migratoires, creusement des inégalités sociales, émergence de nouvelles formes de ségrégation spatiale… C'est le cas du quartier Heyvaert à Cureghem. Ce territoire, souvent présenté comme un lieu de relégation, joue depuis plusieurs décennies un rôle de terre d'accueil tant en termes d'habitats que d'emplois même si la vie n'y est pas toujours rose : « On y atterrit quand on n'a pas le choix et on repart quand on va mieux ».

L'occasion vous est donnée de mieux comprendre le rôle joué par ce quartier et les résistances qui s'y font jour face à des transformations déconnectées des besoins des populations qui y résident ou y travaillent. Ces transformations ont été suivies par une équipe de chercheurs. Leurs résultats font l'objet d'un numéro à part entière de la revue Uzance.

À cette occasion, venez à leur rencontre et à la découverte du quartier le 10 SEPTEMBRE 2016 ainsi qu'à l'inauguration de l'exposition évolutive consacrée aux quartiers en résistance.
– Deux balades se tiendront de 15h à 17h30 (gratuit mais réservation indispensable via : b.heyvaert@mail.be)
– Échange avec les auteurs de la revue à 18h.
– Apéro et visite libre de l'exposition à 19h.

Lieu : Espace Euclides. 34-36 rue du Chimiste, 1070 Anderlecht
Pour visiter l'expo, contacter : info@ieb.be.
Plus d'infos sur le site www.ieb.be.

Un partenariat : FWB, ULB, VUB, IEB, CRU, Forum Abattoir et Euclides.

À quand les vacances ?

En cette année 2016, nous célébrons le 80e anniversaire de la première loi sur les congés payés en Belgique. Conserver son salaire sans devoir travailler, avoir accès à une semaine de loisirs loin du turbin, partir en voyage familial, découvrir quelque nouvel horizon, ou simplement se reposer « pour éviter l'usure des organismes »… voilà quelques-unes des possibilités nouvelles qui s'ouvraient à de nombreux ouvriers belges. Obtenue à la suite de mouvements de grève partis des docks d'Anvers, la mesure fut complétée dans les années 37-38 puis au sortir de la guerre et tout au long de la seconde moitié du 20e siècle, portant progressivement le temps des congés à deux (1952), trois (1967) puis quatre semaines (1975). Aujourd'hui, le droit « aux vacances annuelles » est bien établi pour toutes les catégories de travailleurs ; il a été inscrit dans la déclaration universelle des Droits de l'Homme (art. 24) en 1948.

L'été venu, les villes de nos régions se vident ainsi de leurs habitants, les embouteillages quotidiens se dissolvent pour se reporter dans les aéroports ou sur « les autoroutes des vacances » durant les week-ends de transhumance, les administrations tournent au ralenti, les messages d'absence encombrent les boîtes mails… La césure du temps, la suspension des rythmes est une donnée devenue quasi culturelle, bien incorporée dans nos organismes, qui résiste encore aux assauts de la flexibilisation des travailleurs et en dépit de la difficulté grandissante qui nous est faite de pouvoir « déconnecter ».

Ce temps où les organismes se laissent aller à des activités plus ou moins ressourçantes, en tout cas « autres », parfois loin d'ici, est également bien intégré aux calendriers des mesures difficiles. Profiter des vacances pour faire passer des mesures qui fâchent ou sont susceptibles de provoquer les tensions est une technique bien connue tant dans le monde politique que dans les entreprises ou les institutions, où les « patrons » mettent leur calendrier à l'abri des revendications. Le récent dépôt, en pleine vacances, du projet de loi sur le flexibilisation du temps de travail (« Loi Peeters ») illustre notre propos à merveille. Il se glisse parfaitement dans la faille de plus en plus béante entre la suspension du temps de travail gagnée en 1936 (congés payés) et sa remise en cause répétée depuis quelques années au nom de la flexibilisation, ou de l'allongement des carrières,… éviter l'usure des organismes n'est décidément plus à l'ordre du jour.

L'actualité des grands projets bruxellois semble également bien en phase avec cette pratique. Le nombre d'enquêtes publiques qui se déroulent en grande partie, voire totalement, durant les « vacances » ne peut être ramené à un « hasard » de calendrier. Dans le projet Neo (plateau Heysel), le nouveau dossier (600 pages) intégrant un nouveau rapport d'incidences rédigé par la Région à la suite de l'annulation du premier projet de modification du PRAS par le Conseil d'État est à l'enquête publique jusqu'au 31 juillet… une bonne lecture estivale ! [1] À Tour et Taxis, après des années d'élaboration, le nouveau PPAS fruit des négociations entre le promoteur, la Ville de Bruxelles et la Région (mais sans les comités de quartier) arrive à l'enquête publique en pleines vacances d'été, malgré la demande expresse de reporter l'enquête. Celle-ci aura donc lieu du 18 août au 16 septembre. Le projet de maxi-prison à Haren a subi le même sort : l'enquête publique sur le cahier des charges s'est tenue début juillet 2014, l'enquête sur le permis d'environnement et d'urbanisme se déroulait en plein milieu des vacances de Pâques 2015, le permis d'environnement a été délivré le 26 juin 2015 et nous sommes dans l'attente de l'avis de la dernière Commission de concertation qui doit tomber d'ici fin juillet pour être dans les délais.

Et IEB de se demander : à quand les « vacances », la suspension des enquêtes publiques par exemple, pour les habitant-e-s soucieux/soucieuses du devenir de leur ville ? À moins que, pour donner le change, nous n'allions tous camper, nous ressourcer… et dormir sur le site du Heysel, à Tour et Taxis ou à Haren ? ●

1. Mais nous vous en conseillons aussi une autre : « 24/7 Le capitalisme à l'assaut du sommeil » de Jonathan Crary.

> Profiter des vacances pour faire passer des mesures qui fâchent ou sont susceptibles de provoquer les tensions est une technique bien connue.

Plage en 1936 – ROGER VIOLLET

Bruxelles en mouvements est un bimestriel édité par IEB, fédération des comités de quartier et groupes d'habitants. Ce journal est distribué dans une série de lieux bruxellois, mais vous pouvez également vous abonner pour le recevoir à domicile et par la même occasion soutenir notre démarche.

Abonnement annuel pour 6 numéros : 24 euros
Abonnement de soutien : 64 euros
Versement au compte
IBAN : BE33 2100-0902-0446
BIC : GEBABEBB

Consultez notre site pour voir la publication en ligne ainsi que la liste des lieux de dépôt : www.ieb.be

Coordination : Stéphanie D'Haenens
Collaborateurs : Chloé Deligne, Sylvie Eyberg, David Jamar, Guillermo Kozlowski, François Rinschbergh, Claire Scohier – Thomas Perissino, Céline Serrad et Marianne Van Leeuw-Koplewicz pour les Éditions du Souffle.
Secrétaire de rédaction : Mohamed Benzaouia
Image de couverture : *Salutations aux pigeons Juxtaposition*, Laurent Baudoux, Éditions du Souffle, 2014 et 1991, photographie Jacques André. *Ghost Dog*, Jim Jarmush, 1999.
Graphisme : Élise Debouny et François Hubert
Maquette : Élise Debouny
Imprimerie : Delferrière. – 1, rue de l'Artisanat – 1400 Nivelles.
Éditeur responsable : Chloé Deligne
Rue du Chimiste 34-36 – 1070 Bruxelles.

ieb inter-environnement bruxelles
Rue du Chimiste 34-36
1070 Bruxelles.
Tél. : 02 801 14 80
E-mail : info@ieb.be

Organisme d'Éducation Permanente soutenu par la Fédération Wallonie-Bruxelles.
FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES